

UN APRÈS-MIDI À KEW

Si vous allez à Londres et que vous ayez quelques heures de libres, prenez le métro jusqu'à Richmond et allez à Kew visiter le jardin botanique royal.

C'est ce que j'ai fait cette année par une belle et froide matinée d'hiver. Vous payez la somme dérisoire de 10 pences et vous en avez pour votre argent — je vous le garantis.

D'un côté de l'imposant mur de briques qui entoure le jardin, il y a le trafic bruyant de la route, et de l'autre, la paix et la tranquillité d'un paysage exquis. Les jardins sont dominés par la célèbre serre aux palmiers qui fait partie de la collection de plantes tropicales de Kew, et qui est sans pareille. Cela fait un choc de passer du froid d'une journée d'hiver à la chaleur moite d'une serre tropicale, avec sa végétation luxuriante. En se promenant sur les sentiers de la serre, on s'attend presque à voir surgir un pygmé ou un Amérindien au visage peint.

Le but principal de ma visite à Kew était de visiter l'un des avant-postes de l'UICN le secrétariat du comité des plantes menacées, qui est situé dans l'herbarium, au nord du jardin. En l'absence du secrétaire du CPM, Gren Lucas (qui participait à une réunion en Afrique), c'est Hugh Synge qui m'a servi de guide. Au fur et à mesure que passait l'après-midi, il réussit à me transmettre quelques bribes de son savoir encyclopédique sur les plantes, et tout son enthousiasme, pourtant très considérable, pour le travail du CPM.

La lecture, même rapide, de la SMC ne laisse aucun doute sur l'importance que l'UICN attache à la préservation de la plus grande variété possible d'espèces végétales. On ne fait que commencer à explorer la valeur potentielle des ressources génétiques végétales. On peut dire sans trop d'exagération que l'avenir de l'agriculture ou de la médecine, par exemple, se joue sur le nombre de plantes potentiellement utiles qui sont conservées. «L'un des plus gros problèmes auxquels nous sommes confrontés — m'a dit Hugh Synge — est le mur d'ignorance, en dehors du milieu de la botanique, quant à l'immense intérêt des plantes pour l'homme. Toute la vie animale — et notamment les insectes — dépend des plantes et il ne sert à rien de conserver la faune sans la flore. Si les plantes marchaient, produisaient des sons, ou avaient de la fourrure, notre travail, qui est d'amener les gens à se soucier des nombreuses menaces qui pèsent sur les plantes, en serait grandement facilité».

La tâche du CPM — l'un des bras de la CSE — est de réunir des informations les plantes qui, parmi 250.000 espèces (chiffre vertigineux s'il en fut) sont menacées. Il y en a peut-être 25.000 au bord de l'extinction, et le *Red Data Book* sur les plantes n'en décrit que 250. Cela donne une idée du travail à faire. Les informations vitales sur les plantes menacées sont données par des botanistes du monde entier. Près de 100 jardins botaniques ont des liens avec le CPM pour s'informer et informer en ce qui concerne les plantes menacées qu'ils font pousser. «Cette tâche a été rendue moins écrasante — déclare Hugh Synge — du fait de l'enthousiasme manifesté par les scientifiques qui ont répondu à notre demande de renseignements».

Les données sont triées, classées, vérifiées et analysées par ordinateur, et cette masse d'informations finit par prendre la forme d'une liste régionale, d'une fiche de données pour le RDB-plantes, représentant des espèces menacées sélectionnées partout dans le monde, et en vue de rapports sur les centres d'endémisme. Tout cela signifie que l'UICN, grâce à la diffusion des données par le CPM, en connaît plus long que n'importe quelle autre organisation sur la manière de sauver les plantes menacées. Bien sûr, le CPM ne pourrait guère être mieux placé pour faire ce travail. Le secrétariat, composé de six personnes, et qui travaille en étroite collaboration avec la propre unité de conservation de Kew, a accès aux données recueillies sur les plantes pendant les 280 années d'existence de Kew. Il y a peut-être pas moins de cinq millions de spécimens bien rangés dans l'herbarium, leurs couleurs pressées en un brun uniforme. Et tous ont été méticuleusement étiquetés et présentés. Bon nombre d'entre eux furent réunis au siècle dernier par des victoriens enthousiastes qui bravèrent des habitats aussi rudes que la toundra ou la forêt tropicale pour cueillir les spécimens végétaux tant recherchés. La bibliothèque est en tous points aussi impressionnante, avec ses longues rangées de livres reliés en cuir contenant à peu près toutes les informations utiles qui ont été accumulées jusqu'à présent sur le royaume des plantes. Plusieurs ouvrages ont de magnifiques illustrations peintes à la main, dont les couleurs sont aussi neuves et éclatantes que le jour où le pinceau s'est posé sur le papier parchemin.

Hugh Synge m'a dit que les flores qui courent le plus de risques sont celles des îles et des forêts tropicales: «il est tragique de

constater que dans maintes régions de forêts humides, certaines espèces disparaîtront avant même d'avoir été vues et décrites».

Nul n'ignore que sous les tropiques, les forêts diminuent à une vitesse alarmante. Et les forêts tropicales sont les premiers centres d'endémisme.

Les problèmes posés par la collecte d'informations sur ces forêts sont immenses: certaines espèces sont concentrées dans de petites poches isolées — il est possible qu'en une après-midi, un bulldozer élimine une espèce présentant un intérêt immense pour l'homme. Mais d'un autre côté, certaines espèces ont une aire de répartition très vaste et largement disséminée. Hugh Synge m'a dit ceci: «En comparaison avec les forêts humides, il est facile de recueillir des données en région tempérées. C'est ainsi qu'une seule île de 15 km² située au milieu du canal de Panama — Ballo Colorado — contient à peu près autant d'espèces que toutes les îles britanniques réunies. De même, il y a à peu près autant d'espèces d'orchidacées à Hong Kong que dans l'Europe tout entière. La région qui va de la péninsule malaisienne à la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Philippines, en passant par l'Indonésie, ne contient pas moins de 4000 espèces d'orchidées, et le orchidacées ne sont qu'une des nombreuses familles de plantes. Il n'existe pas de liste de plantes du bassin amazonien, par exemple.

Nous avons besoin de davantage d'argent, d'experts, d'une recherche taxonomique accrue, de plus de tout pour nous aider à réunir les données dont ont besoin les gouvernements et les organisations internationales pour prendre les mesures appropriées pour protéger leurs plantes menacées».

Robert Lamb

Publication mensuelle de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources bénéficiant de l'appui financier du PNUE, de l'UNESCO et du WWF. Subvention de l'UNESCO 1979/80 DG/2.1/414/48.

N.B.: Les opinions exprimées dans le *Bulletin* sont celles de la rédaction. Elles ne doivent pas être considérées comme le point de vue officiel de l'UICN.

Tous les textes peuvent être reproduits sous réserve de mention spéciale. La rédaction serait reconnaissante de recevoir les textes reproduits en deux exemplaires. Les personnes désireuses de faire paraître des articles dans le *Bulletin* sont priées d'écrire à la rédaction. Imprimerie Beck, avenue Dapples 34a, 1006 Lausanne, Suisse.



Bulletin

UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE ET DE SES RESSOURCES - 1196 GLAND - SUISSE

NOUVELLE SÉRIE VOL 11 Nos 11/12

NOVEMBRE/DÉCEMBRE 1980

PUBLIÉ AVEC L'AIDE FINANCIÈRE DU PNUE DE L'UNESCO ET DU WWF

DES MILLIONS DE DOLLARS DE FRAUDE DANS LE COMMERCE DE LA FOURRURE

CONSERVATION DES ZONES HUMIDES: NOS ATOUTS

PLAN RÉVISÉ EN FAVEUR D'UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

également dans ce numéro:

**Pourquoi l'Amazonie a besoin
des piranhas**

**L'éducation environnementale
et le dialogue nord-sud**

Prix Onassis pour l'UICN

Conférence pour sauvegarder les vasières, marécages, bourbiers, étendues boueuses, marais, lacs, mangroves, prés salés du monde.

Rapport sur la conférence de la convention sur les zones humides — Cagliari, 24 au 29 novembre 1980 — convoquée par l'UICN en collaboration avec le Bureau international de recherche sur les oiseaux d'eau.

Sardaigne — C'était une vision incongrue que ces 200 flamants prenant leur envol — vision incongrue car l'on associe automatiquement les flamants, d'aspect exotique, aux climats doux ou chaud, alors qu'ils se trouvent ici dans un paysage marécageux, morne et glacé de Sardaigne, luttant contre un fort vent d'est pour s'envoler.

Les flamants n'en savaient rien, mais quelques heures auparavant, leurs marais avaient été officiellement proclamés réserve naturelle. La date de désignation de l'« *Oasi di Sale Porcus* » comme région protégée avait été choisie pour coïncider avec la première réunion des parties à la convention relative aux zones humides d'importance internationale, en particulier comme habitats de la sauvagine, tenue en Sardaigne. Comme en témoignaient les nombreuses affiches apparaissant aux quatre coins de la capitale de l'île, Cagliari, était fière d'attirer une conférence regroupant des représentants de 31 pays.

Adoptée il y a presque dix ans à Ramsar, en Iran, (voir le *Bulletin* d'octobre), la con-

vention compte maintenant 27 parties dont la dernière en date, le Portugal, a signé juste avant la réunion. Il y a maintenant en tout 216 zones humides d'importance internationale désignées au titre de la convention de Ramsar — elles totalisent une superficie équivalant à la Belgique et à la Hollande réunies.

Ramsar est unique parmi les conventions de conservation car c'est la seule qui se préoccupe de la préservation d'écosystèmes dans leur ensemble. Vasières, marais, marécages, prés salés, étendues boueuses, lacs, prairies humides, toundra, estuaires, etc... sont des régions inondées sur lesquelles pèsent des menaces, et Ramsar cherche à en sauvegarder une aussi vaste superficie que possible.

La convention a déjà prouvé sa valeur. Bien que les Etats signant la convention de Ramsar ne doivent désigner qu'un seul de leurs sites d'importance internationale, les délégués réunis à Cagliari n'avaient aucun doute quant à l'importance du rôle déjà joué par la convention dans la protection

des zones humides. Ils n'avaient qu'à voir la campagne concertée dont le lac de Cagliari faisait l'objet afin qu'il reste non pollué et qu'il continue d'attirer une grande variété d'oiseaux. Le lac est situé au milieu d'une terne banlieue industrielle, mais le fait que la sauvagine s'y réunisse par milliers indique bien sa valeur, comme zone humide d'importance internationale.

Plusieurs délégués, notamment ceux de Grèce et de RDA, ont rapporté à la conférence que la désignation de sites au titre de la convention de Ramsar avait préservé de nombreuses zones humides de leur pays d'un développement à courte vue. L'oasis Azraq, en Jordanie, est un exemple remarquable de cette efficacité. Il y a trois ans, il était inscrit à la liste de la convention, de sorte que l'avenir de l'oasis et du million d'oiseaux migrateurs qui y font escale chaque année ou qui y nichent, est maintenant assuré.

Suite à la page suivante



L'Oasis d'Azraq en Jordanie. L'une des 216 zones humides d'importance internationale de la liste de la convention de Ramsar

photo: Jungius



Lac Titicaca en Bolivie. C'est en Amérique du sud, mais aussi en Asie et en Afrique australes que se trouvent les grandes zones humides primaires.

Suite de la page 98

Les zones humides sont importantes non seulement comme habitats de la sauvagine mais aussi — comme la conférence l'a souligné dans une résolution — en tant que «régulatrices du débit d'eau» et ressource «d'un grand intérêt économique, culturel, scientifique et récréatif».

Les zones humides sont précieuses comme frayères, barrières à l'érosion et maillons dans la chaîne de la diversité génétique de notre planète. Luc Hoffmann — directeur exécutif du WWF et délégué à la conférence — écrit : «L'une des plus riches mosaïques d'espèces animales et végétales qu'on trouve sur notre planète vit dans cet élément — qu'il soit clair et vif, lent et boueux, ou vert et stagnant : l'eau douce, saumâtre ou salée». Consciente de la nécessité de transmettre le message sur la valeur unique des zones humides, la conférence en a appelé à toutes les nations pour qu'elles élaborent une politique nationale pour leurs zones humides. La nation hôte, l'Italie, a été particulièrement félicitée pour avoir abandonné officiellement sa politique d'assèchement pour l'agriculture.

L'ambassadeur Nino Falchi, président de la conférence, a déclaré que : «Ramsar a contribué à faire comprendre aux nations que la meilleure manière d'utiliser leurs zones inondées est souvent de les garder en l'état. Dans certains cas, la production agricole a même souffert du drainage. Au Pakistan, par exemple, les rizières de l'embou-

chure de l'Indus sont en train d'être asséchées par suite de la construction d'un barrage et de projets d'irrigation en amont, alors qu'elles étaient auparavant très productives.

Mais la convention de Ramsar en a-t-elle fait assez pour sauver les zones humides? D'après la SMC, elle «manque à présent, de force, ne requérant des Etats que la conservation d'au moins une région, sans fournir de critères de sélection, ni de directives de gestion, ni de mesures empêchant le retrait d'une zone humide sélectionnée». Certains délégués avaient à l'esprit l'exemple de la CITES — cinq ans plus jeune, mais ayant déjà un secrétariat efficace et plus du double de parties.

Une proposition importante de la conférence a considéré que le jugement de la Stratégie est très sévère. Ils ont souligné, par exemple, que pas un seul site n'avait été retiré de la liste. Les délégués de plusieurs nations m'ont dit que leur pays était en faveur d'une convention assez malléable, souple. «Il ne faut pas confondre souplesse et faiblesse, m'a dit un délégué danois; nous apprécions une convention qui ne touche pas à notre souveraineté nationale».

Le directeur du BIRO, Geoffrey Matthews, a souligné ce point dans son discours d'ouverture : «La politique est l'art du possible — a-t-il rappelé à la conférence — et dans notre zèle de réforme, ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain!».

Il y a un courant d'opinion qui considère que Ramsar s'approche de la définition

donnée dans la Stratégie de ce qu'est le droit non contraignant. La conférence de Cagliari a-t-elle créé un potentiel pour une convention bien plus contraignante? Les opinions diffèrent.

La réunion a demandé à l'UICN et au BIRO d'approfondir leur orientation sur le choix des zones humides importantes au plan international. La conférence elle-même a adopté des critères révisés pour la sélection des sites. Il y a également été demandé que chaque Etat fasse l'inventaire de ses zones humides et de ses ressources.

Les critères, révisés ou non, ne peuvent aider les pays que s'ils ont les *moyens* de conserver leurs zones humides. Et ceux-ci font manifestement défaut aux pays du Tiers Monde, comme l'a rappelé avec force le Sénégal.

La réunion a réagi en demandant aux nations industrialisées et aux organismes d'aide d'assister les pays plus pauvres dans l'amélioration de leur capacité de conserver par des programmes de formation et autres. Le délégué du Royaume-Uni, sachant son gouvernement décidé à ne pas prendre de nouveaux engagements financiers, a dit qu'un geste comme celui-ci ne lui semblait pas très réaliste compte tenu du manque de priorité donné à la conservation dans les programmes d'aide à l'étranger.

La nécessité d'obtenir l'adhésion des nations du Tiers-Monde — en particulier celles d'Amérique du sud, de l'Asie du sud et de l'Afrique au sud du Sahara — est impérative car c'est dans ces régions que se

Suite de la page 99

trouvent les dernières grandes zones humides primaires. A l'heure actuelle, les zones humides du paléarctique occidental prédo-



minent dans la liste de la convention. Passant à son propre continent et reprenant à son compte une phrase célèbre en l'adaptant, le délégué du Chili m'a dit: «Ramsar doit attirer le nouveau monde pour contrebalancer l'ancien».

Pour encourager d'autres pays à devenir parties, le gouvernement du Royaume-Uni a proposé de rédiger un premier protocole rendant possibles des versions en d'autres langues. Cela paraît peu de choses, mais les délégués francophones ont souligné avec force qu'une convention à langue unique — l'anglais — constituait une barrière pour les Etats non anglophones qui deviennent parties.

Le document juridique de l'UICN qui a circulé dans la conférence a été très apprécié. La création d'un secrétariat était l'une de ses recommandations. La conférence en a accepté le principe, mais l'on a buté, comme toujours, sur la question du financement. Il a été décidé de demander au PNUE de superviser la création d'un secré-

tariat permanent; entre temps, l'UICN sonderait les parties pour savoir lesquelles seraient prêtes à contribuer au financement.

La prochaine étape sera d'effectuer des démarches diplomatiques pour donner suite aux recommandations de la conférence. «Espérons qu'ils réussiront — m'a dit un délégué hongrois le dernier jour — sans quoi tout ce bon travail que nous avons fait ici sera vain». Mais bien sûr, la tâche des conservationnistes dépasse de loin l'amélioration de l'efficacité de la conservation.

«La mission d'organisations telles que l'UICN et le WWF est très claire — a déclaré Sir Peter Scott — elles doivent convaincre le grand public et les preneurs de décisions, que les zones humides ne sont pas des régions inutiles, mais qu'elles comptent parmi nos atouts les plus précieux».

Robert Lamb

Compilé par Erik Carp
publié en 1980
ISBN 2-88032-300-2

A Directory of Western Palearctic Wetlands

L'une des 44 cartes du répertoire des zones humides.

Locality	Latitude	Longitude	Size	Wetland criteria/ Conservation status
1. Euphrates River valley	34°29'– 36°49'N	38°02'– 40°56'E	over c.500 km in length	1a(?), e; 2a, b Unprotected
2. Sabkat al Jabboul	36°05'N	37°30'E	maximum c.37,500 ha	1a, e; 2a, b; 3c(?) Unprotected

SYRIA

La conférence de Cagliari a demandé à l'UICN de compiler une liste des zones humides du monde pour surveiller les progrès réalisés dans la mise en place d'un réseau de sites importants au niveau international. Juste avant la conférence, l'UICN a publié — en collaboration avec le PNUE — un répertoire des zones humides du paléarctique occidental.

Le professeur Matthews, du BIRO, écrit dans l'avant-propos du répertoire, que celui-ci est outil vital, indispensable dans la lutte menée pour sauver ce qui reste de zones humides...

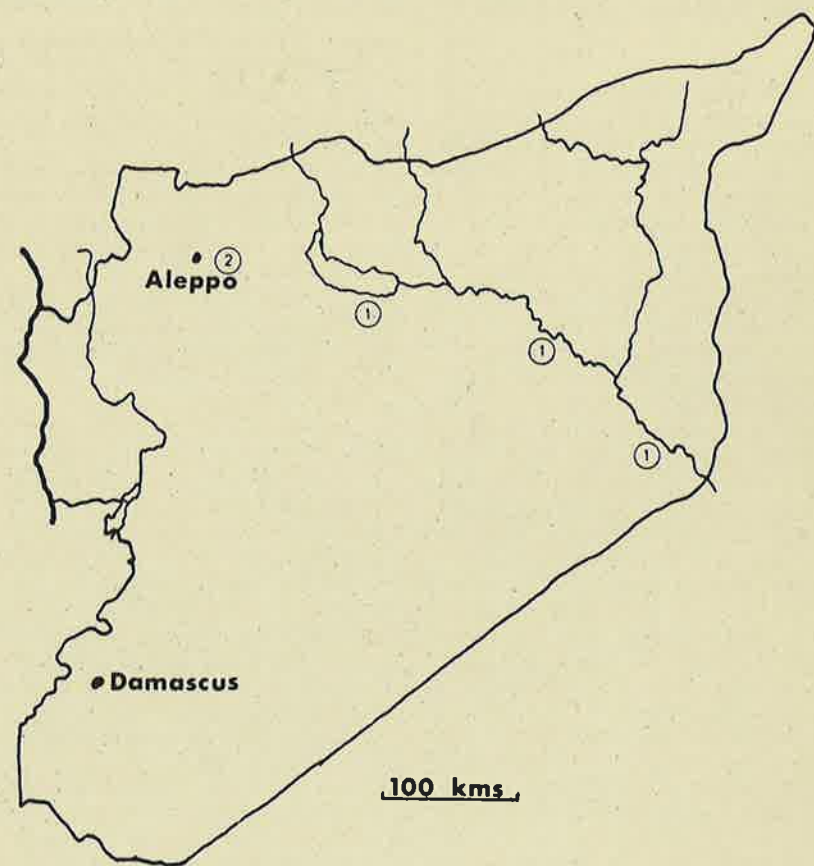
En établissant la liste des zones humides les plus importantes et en décrivant brièvement la riche vie qui en dépend, le répertoire ne laisse aucune excuse prétextant l'ignorance, pour toute destruction irréfléchie.

Le répertoire fait l'historique des efforts consentis pour sauvegarder les zones humides du paléarctique occidental, en s'attachant plus particulièrement à celles qui ont une importance internationale comme habitat de la sauvagine, aux critères de sélection des zones humides d'importance internationale, et aux 44 rapports nationaux (avec une carte par pays).

La faiblesse du répertoire — et de la conservation dans son ensemble — est qu'il ne couvre pas le monde entier. Mais comme il n'existe pratiquement aucune donnée sur les zones humides des régions australes de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique du sud, il n'aurait pas été raisonnable de retarder la publication de ce volume.

La priorité pour les organisations de conservation déjà mentionnées est de faire paraître des volumes supplémentaires sur les régions mal couvertes. Comme la conférence l'a reconnu, des répertoires similaires permettraient de s'assurer que les erreurs commises dans le nord ne se reproduisent pas dans le sud.

Cet ouvrage, paru en anglais seulement, peut être obtenu auprès des distributeurs de l'UICN, Bowker et Unipub, au prix de 27\$.



NOUVELLES MESURES POUR SAUVER LA FAUNE SAUVAGE EN AFRIQUE DE L'EST

L'annonce faite par l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources et par le World Wildlife Fund qu'ils vont consacrer plus de 600.000 \$ pour financer une large gamme de mesures de conservation, a donné une nouvelle impulsion à la campagne pour sauver la faune sauvage menacée de l'Afrique de l'est et de Madagascar.

Parmi les mesures que l'UICN et le WWF sont convenus de financer ces prochains mois, il y a la création d'un parc national au Soudan, des équipements de lutte contre le braconnage en Tanzanie, une assistance à l'Ouganda pour sa faune dévastée et une aide aux gouvernements africains pour éliminer le commerce illégal de la faune.

La moitié environ de cet argent contribuera à aider les autorités soudanaises à établir une région protégée pour le rhinocéros blanc dans le sud du Soudan. Le nouveau parc de 800 km² englobera une région cinq fois plus grande que la réserve de gibier de Shambé, et constituera un sanctuaire pour le millier de rhinocéros blancs du nord — la dernière population importante de cette sous-espèce qui survit en Afrique ailleurs qu'au Zaïre.

La visite effectuée récemment en Tanzanie par deux consultants — l'un financé par le WWF et l'autre par la Société zoologique de Francfort — a abouti à l'élaboration d'un train de mesures d'urgence se montant à 250.000 \$, par l'UICN en étroite coopération avec le ministère du développement du bétail et des ressources naturelles de ce pays.

En Tanzanie, le braconnage hautement organisé a réduit la population de rhinocéros noirs à environ un millier dans le parc national de Ruaha et, plus grave encore, à une centaine dans le Sérengeti. Les braconniers de l'ivoire prélèvent aussi un lourd tribut sur la population d'éléphants du nord de la Tanzanie. L'UICN et le WWF, sur l'avis des groupes de spécialistes des rhinocéros et des éléphants d'Afrique, fournira aux deux parcs des équipements anti-braconnage tels que véhicules et appareils de communication par radio.

Une tendance alarmante se dessine depuis plusieurs mois — la poussée du braconnage à grande échelle dans le sud de la Tanzanie qui jusqu'alors, avait été relativement épargné. La moitié environ des 250.000 \$ iront à la lutte contre le braconnage avant que celui-ci ne prenne de l'ampleur dans les réserves de gibier de Sélou et de Rungwa.

L'UICN et le WWF ont un double but: battre les braconniers sur le terrain et entraver le trafic des intermédiaires en milieu urbain en aidant les pays africains à contrôler le commerce international de cornes de rhinocéros et d'ivoire. Une somme de 34.000 \$ a été allouée à la CITES — la Convention sur le commerce international des espèces sauvages de faune et de flore menacées d'extinction — pour qu'elle apporte l'assistance d'experts aux pays producteurs d'ivoire pour contrôler le commerce.

La priorité a également été accordée à un travail de reconstruction en Ouganda. Pendant les huit années de règne d'Idi Amin Dada et l'anarchie qui a suivi la guerre de libération, les ressources en faune du pays ont été dévastées. Des subsides se montant à 30.000 \$ ont été accordés pour financer un expert qui conseillera les autorités ougandaises sur la manière de remettre en état les zones de conservation de la faune du pays.

Le dernier élément de ce train de mesures est l'aide apportée pour la sauvegarde d'un petit lémurien de Madagascar, l'aye-aye. Limités à un coin perdu de l'île, il n'en reste plus que quelques-uns. Les subsides sont relativement faibles — 10.000 \$ — mais ils sont importants en ce qu'ils marquent le début d'une impulsion nouvelle donnée par les deux organisations pour sauver la faune et la flore uniques de Madagascar, qui sont dans bien des cas, menacées. Le nouveau programme a l'entier soutien du gouvernement.

Sombres perspectives pour l'an 2000

Le rapport Global 2000 au président américain



Le rapport nous rappelle être encore «l'économie la plus grande du monde». La politique américaine peut avoir «une grande influence sur les tendances mondiales... Cette nation doit donc se fixer comme une de ses priorités d'évaluer de manière approfondie ses politiques étrangère et intérieure concernant la démographie, les ressources et l'environnement».

Le rapport ne dit pas ce que ces politiques devraient être; il se borne à dire ce qui risque d'aller mal si l'on suit les politiques actuelles. De bonnes initiatives ont été prises, c'est certain, mais d'après le rapport «Aussi encourageants que soient ces développements, ils sont loin d'être à la hauteur des défis mondiaux à relever. De nouvelles initiatives énergiques et déterminées sont nécessaires pour empêcher l'aggravation de la souffrance et de la pauvreté humaine, la dégradation de l'environnement, et la tension et les conflits internationaux. Il n'y a pas de remèdes miracles».

Comme la SMC, *Global 2000* cite la pauvreté comme le plus grand destructeur de l'environnement. Et comme le rapport Brandt, il presse les Etats-Unis de faire plus pour stimuler la croissance des pays du Tiers-Monde. Le rapport voit les pays en développement, notamment ceux de l'Asie du sud, de plus en plus loin derrière les pays industrialisés: «Pour chaque dollar d'augmentation du PNB par tête dans les pays en développement, une augmentation de 20 \$ est prévue pour les pays industrialisés».

Contrairement au rapport Brandt et à la SMC, *Global 2000* met davantage l'accent sur la nécessité d'enrayer la croissance démographique. Déjà, les populations au sud du Sahara et des contreforts de l'Himalaya dépassent la capacité de charge de leur région, ce qui diminue la capacité de la terre à entretenir la vie. Au rythme de croissance actuellement projeté, la population mondiale atteindra les 10 milliards en 2030. Déjà, il n'y a pas grand chose à faire pour

Suite page suivante

suite de la page précédente

empêcher une augmentation de moitié d'ici à la fin du siècle.

Les conséquences de cette explosion démographique se feront sentir de la manière la plus dramatique en milieu urbain où les conditions de vie continueront à se détériorer. Si la tendance actuelle se maintient, de nombreuses villes des pays en développement deviendront incroyablement vastes et surpeuplées. «En l'an 2000, Mexico aura plus de 30 millions d'habitants (trois fois la population actuelle de New York). Calcutta approchera les 20 millions. Bombay et le Caire et banlieues ainsi que Djakarta et Séoul devraient atteindre les 15-20 millions, et 400 villes auront plus de un million d'habitants».

Le rapport prévoit une lutte pour les ressources en diminution de la planète, qui pourrait entraîner une tension internationale et des conflits ouverts. «On voit le potentiel de conflits qui pourraient survenir à propos de l'eau douce quand on sait que sur 200 bassins fluviaux importants, 148 sont partagés par deux Etats, tandis que 52 le sont entre 3 à 10 Etats».

Dès réception du rapport, le président Carter a immédiatement annoncé la nomination d'un groupe de travail relevant du bureau présidentiel sur les ressources mondiales et l'environnement, pour recommander de nouvelles études prioritaires. Un rapport sera soumis au début de chaque année. Ce rapport, bien sûr, ira au président Reagan. Il sera intéressant de voir sa réaction.

Mozambique blues

Un rapport qui vient de paraître dépeint un tableau assez sombre de la conservation au Mozambique. Une mission de l'UICN/WWF qui vient de se rendre dans ce pays a pu se rendre compte que la conservation n'avait pas la priorité auprès d'un gouvernement confronté aux problèmes de la reconstruction d'une économie ravagée d'abord par la lutte pour l'indépendance, ensuite par l'exode des Portugais, et enfin par la guerre avec la Rhodésie (l'actuel Zimbabwe).

Le consultant UICN/WWF qui a visité le pays dit que le Mozambique n'a pas de devises à consacrer à la mise en place d'une infrastructure de conservation efficace. Le consultant — Alan Rodgers, de l'Université de Dar-es-Salaam, en Tanzanie voisine — recommande qu'outre une assistance pratique sous forme d'équipements, l'UICN aide à recueillir des informations sur les ressources en faune du pays, pour servir de base à une stratégie nationale de conservation.

Dans un effort — très compréhensible — pour se remettre rapidement sur pied, le

Anniversaire du Sérengeti

La Tanzanie se prépare à célébrer le 50^e anniversaire du parc national du Sérengeti. Une partie du Sérengeti fut déclarée réserve de gibier dès 1921.

Les célébrations auront lieu du 25 au 29 janvier 1981. Des hommes d'Etat étrangers et des personnalités du mouvement de la



La société pour la protection de la nature en Israël — membre de l'UICN — a lancé une importante campagne pour préserver le balbuzard pêcheur (photo ci-dessus) et d'autres rapaces. Les pesticides et les perturbations d'origine militaire sont les principaux risques qu'ils courent. La SPNI, avec l'aide de son

réseau de 22 centres sur le terrain, contribue à éduquer les Israéliens sur la nécessité de préserver les oiseaux de proie. Chaque année 250.000 personnes visitent les centres. Des affiches comme celle-ci peuvent être commandées au siège de la Société, 4 Hashfela Street, Tel Aviv.

Symposium sur le tigre

Un appel a été lancé à tous les pays de l'Asie du sud-est pour qu'ils coordonnent leurs projets de conservation du tigre. Cet appel est l'une des 15 résolutions votées par le 1^{er} symposium international sur le tigre, qui s'est tenu à New Delhi. Les délégués se sont montrés préoccupés de ce que des plans de développement réalisés dans un pays pourraient «déséquilibrer l'équilibre écologique des pays voisins», et par là même, réduire à néant les mesures de conservation du tigre.

Le Symposium a demandé aux pays qui ont encore des populations de tigres connues (Bangladesh, Bhoutan, Laos, Vietnam, Kampoucha, Thaïlande, Népal, Birmanie et URSS) d'étudier leur population de tigres avec le moins de délai possible. Les informations recueillies devraient être mises gratuitement à la disposition de tous pour que l'on puisse dresser un tableau complet de la répartition actuelle du tigre en Asie.

Plusieurs résolutions concernaient les avantages socio-économiques pour les populations vivant dans les régions protégées réservées au tigre, ou à proximité. Il s'agit en particulier de la recommandation «qu'un plan de développement global soit préparé pour toutes les régions entourant ces parcs et réserves... Le plan devrait donner l'occasion et apporter l'assistance nécessaire à la population locale pour qu'elle modifie sa manière traditionnelle de gagner sa vie, de manière que non contente d'être en harmonie avec la nature, elle en tire en plus des avantages».

conservation (dont les directeurs généraux de l'UICN et du WWF) du monde entier ont été invités à participer aux cérémonies.

Le président Neyerere y fera un discours sur la politique de son pays en matière de conservation.

Percée à la réunion sur la Méditerranée

Une percée vient d'être réalisée dans la campagne pour conserver la Méditerranée. Lors d'une réunion de cinq jours tenue récemment à Athènes, les gouvernements se sont engagés à créer un réseau de régions marines spécialement protégées.

Les pays méditerranéens qui participaient à la réunion se sont accordés sur un premier texte de traité sur les régions protégées.

«Cet accord entre 12 pays méditerranéens et la communauté économique européenne dépasse de loin nos espérances les plus optimistes» — commentait M. Marinou Yéroulanos, environnementaliste du gouvernement grec, qui présidait la conférence. «Nous ne pensions pas qu'ils iraient si vite ni si loin».

Il y a déjà quelque 90 régions protégées en Méditerranée. L'importance de la réunion d'Athènes — qui résulte de la coopération entre le PNUE, la FAO, l'Unesco et l'UICN — réside en ce que les gouvernements annoncent leur intention de mettre tout leur poids derrière un programme destiné à protéger bien d'autres régions, et de

le faire en coopération les uns avec les autres.

Bien que la réunion ait jugé le projet de traité explicite et correct, il fut décidé qu'une autre session d'experts aurait lieu avant la conférence diplomatique qui se tiendra en 1981 pour le signer. Comme première mesure, les pays réunis à Athènes ont reconnu la nécessité de créer à Tunis un centre pour les régions protégées.

C'est l'UICN, et à juste titre, que revient le mérite de la réussite de la réunion. A la demande du PNUE, des experts de l'UICN ont rédigé les documents à la base du protocole. Par exemple, un document de l'UICN est à la base d'une annexe technique vitale conseillant comment choisir, créer et gérer ces régions. C'est de loin le guide le plus détaillé du genre disponible pour tout traité international. Les documents de l'UICN ont donné aux participants la preuve de la nécessité d'agir rapidement, et leur ont appris que le développement mal planifié, la surpêche, la pollution, etc. (voir *Bulletin* d'octobre) menacent une grande partie du patrimoine natu-

rel de cette région. Un réseau de régions protégées est nécessaire pour renverser la tendance, empêcher l'épuisement grave de la vie marine, et sauver de l'extinction 1500 plantes, 200 oiseaux, 12 mammifères, et 36 reptiles et amphibiens.

Dugongs tués

Les pêcheurs musulmans de l'Etat de Tamil Nadu, dans le sud de l'Inde, tuent les dugongs pour la seule raison que d'après eux, ils ressemblent à des porcs. D'après un rapport envoyé au *Bulletin* par Lincoln Young, assistant directeur d'Oxfam travaillant en Inde, les pêcheurs persécutent les inoffensifs dugongs parce qu'ils croient qu'ils sont impurs.

Selon M. Young, les pêcheurs hindu tuent eux aussi les dugongs, bien qu'ils ne partagent pas l'aversion des musulmans pour le porc. «Ils les tuent tout aussi brutalement car ils croient que les dugongs sont des poissons et non des mammifères». Ils craignent que les dugongs, qui peuvent atteindre 3 m, ne déchirent leurs filets et leur prennent leurs poissons. En fait, le dugong est complètement végétarien.

Le dugong, lent de corps et d'esprit, est sans défense contre le pêcheurs. M. Young craint que faute de mesures de la part des autorités, le dugong ne disparaisse complètement du golfe de Manaar, entre Tamil Nadu et le Sri Lanka.

Tortues noyées

Le US Fund for Animals a découvert plus de 1200 tortues marines mortes rejetées par la mer sur les plages du S.-E. des Etats-Unis en juin et juillet 1980. Il est très probable que ce sont les victimes de la pêche au chalut à la crevette brune. Une réglementation sera élaborée avant le début de la prochaine saison de la crevette, afin de diminuer cette mortalité. Les représentants des pêcheries ont demandé aux chalutiers de réduire le temps de chalutage afin de diminuer le risque de noyade des tortues capturées.

Nouvelles de la SMC

L'industrie britannique contribue de façon opportune à l'application de la Stratégie. La Confédération de l'industrie britannique vient de faire une déclaration sur la responsabilité de l'industrie et du commerce vis-à-vis de l'environnement. Il y est dit que «le commerce et l'industrie britanniques doivent continuer à élaborer et adopter des pratiques qui n'entraînent pas seulement le progrès économique, mais par lesquelles ils assument leurs responsabilités vis-à-vis de la protection et de l'amélioration de l'environnement... Ainsi pourront être faits des progrès vers le but ultime d'amélioration du climat économique et de protection de l'environnement.

Le reverdissement de l'Inde

Dans le *Bulletin* de septembre/octobre, un habitant du Gujarat, M. Shri Thakker, dressait le sombre tableau de conseils de villages frustrant le programme de replantage du service forestier de l'Etat. Ayant lu l'article, M. Grainger — auteur du numéro spécial du *New Ecologist* sur les forêts humides — a envoyé au *Bulletin* un rapport plus encourageant sur l'effort de plantation d'arbres en Inde. M. Grainger est rentré récemment après un séjour dans le pays, effectué pour l'Institut international de culture d'arbres. Voici ce qu'il écrit: «Pendant mon séjour, en Inde, je me suis rendu à Gujarat où j'ai rencontré un ancien planteur de tabac et de coton. M. Khalida Patel, qui passait alors le plus clair de son temps à faire visiter à plus de 100 personnes par semaine la forêt d'eucalyptus qui couvre maintenant la presque totalité de ses 750 ha de terrain.

Plus de 600 fermiers de la région ont suivi sont exemple. C'est à la fois une source de fierté et de préoccupation pour le premier fermier forestier de l'Inde. Soucieux, il l'est à propos de l'engorgement futur du marché de l'eucalyptus, aussi a-t-il commencé à planter d'autres essences et pense être gagnant avec prosopis dont le rendement à l'hectare est supérieur de moitié et qui produit une bonne récolte de bulbes riches en protéines pouvant servir de fourrage.

D'après mes observations je peux dire que le prêt forestier social de la Banque mondiale est correctement dépensé par le service forestier d'Etat. Les villages sont maintenant la queue pour que les pâturages communaux soient transformés en forêts mixtes d'arbres à bois de feu, fruitiers et sources de fourrage. Les bénéfices sont partagés entre le service forestier et le village, selon le travail fourni par les arbres.

Un important homme d'affaire de Bombay, M. Shankar Ranganathan, fait parité de cette nouvelle race de planteurs d'arbres. Il est un supporter convaincu de l'agrosylviculture — aménagement du territoire avec activités multiples pour y produire à la fois de la nourriture, du fourrage et du bois de feu. Il estime qu'en récupérant de vastes régions dégradées de l'Inde grâce à l'agrosylviculture, le PNB augmenterait de 20% et créerait 20 millions d'emplois.

M. Ranganathan pense qu'il peut montrer que la plantation d'arbres signifie plus d'argent et de travail, d'autres suivront son exemple. La compagnie qu'il dirige, Jon Exchange (Inde) s'est donc lancée dans un projet destiné à reboiser initialement 193 ha de terres dénudées de l'Etat de Maharashtra, créant des emplois pour les tribus locales.

Par ailleurs, il existe à Poona un autre projet de reboisement dirigé par l'usine de camion Telco, qui fait partie du groupe Tata. Lorsque l'usine fut construite, il y a 15 ans, les deux premières personnes employées par le président de Telco, M. Moolgaokar, furent un architecte et un horticulteur, M. Sharma.

Ce qui était autrefois une terre rocailleuse et désolée, a été planté d'arbres à fleurs tels que le jacaranda, le tabebuia et de bougainvillée, qui sont la fierté et la joie de M. Sharma.

Ce qui était autrefois une terre rocailleuse et désolée, a été planté d'arbres à fleurs tels que le jacaranda, le tabebuia et la bougainvillée, qui sont la fierté et la joie de M. Sharma.

Nombre d'arbres des pépinières de Telco sont donnés aux employés pour qu'ils les plantent chez eux; d'autres sont utilisés pour le propre programme forestier social de la société dans les villages voisins. Avec des planteurs d'arbres comme ceux-ci, l'Inde pourrait bientôt reverdir.

Déclaration de New York: la banque mondiale agit

La Banque mondiale a signé en Indonésie un document qui pourrait révolutionner les liens entre la conservation et le développement dans ce pays. La Banque mondiale a accepté de fournir 700.000\$US — par l'intermédiaire de son agence, l'Association de développement international — pour transformer la réserve de faune de Dumoga en parc national. Cette somme fera partie d'un prêt plus important en faveur du développement du nord du Sulawesi.

Dans le sillage de la SMC et de la déclaration sur les politiques et procédures environnementales relatives au développement économique (signée à New York par neuf agences de développement importantes, dont la Banque mondiale) le prêt pour Dumoga marque le premier soutien tangible apporté par une agence importante aux efforts entrepris par l'Indonésie pour établir un réseau représentatif de parcs nationaux et de réserves.

Le prêt pour le parc de Dumoga fait partie d'un plan incluant le développement de plus de 6000 ha de terres irriguées, la cons-

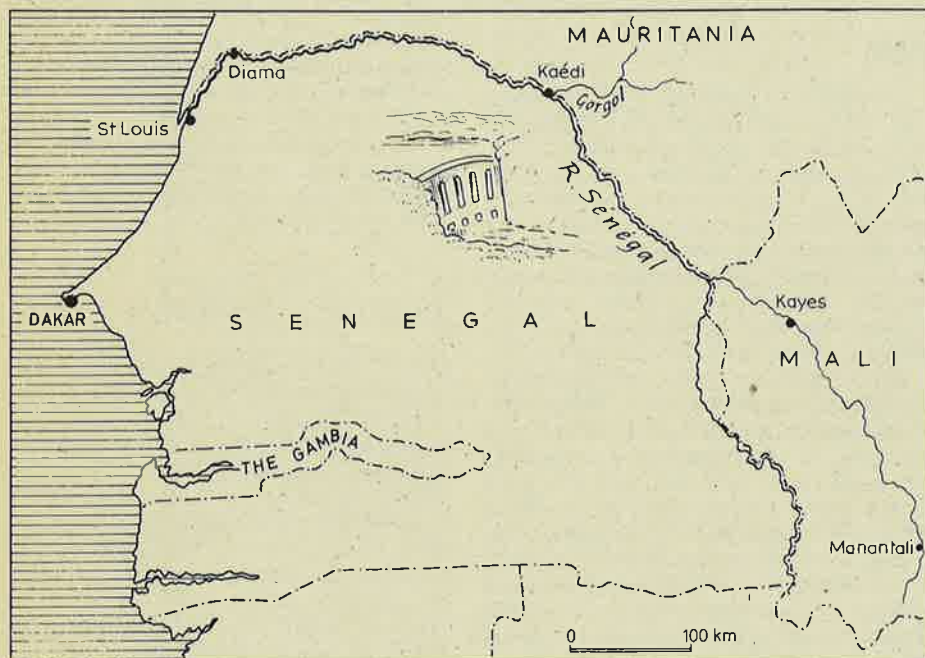
truction de routes et diverses études. Les recherches effectuées par le gouvernement indonésien et les experts montrent que bien que si ces terres conviennent à l'irrigation, l'approvisionnement en eau ne pourrait être garanti que si le bassin fluvial était correctement protégé.

L'expérience a montré que des plans de développement ont abouti à un afflux spontané d'immigrants dans la région. Ils occupent non seulement les meilleures terres arables, mais aussi des sols marginaux où leurs pratiques d'agriculture de rotation risquent de déséquilibrer le régime de l'eau et les systèmes d'irrigation en basse altitude.

Le mérite revient à l'UICN et au WWF d'avoir identifié et promu le rôle critique que la préservation de la réserve de Dumoga peut jouer dans la région. Un projet de 2 ans dans le nord de Suwalesi avait déjà identifié Dumoga comme l'une des plus importantes régions de conservation de la province. Impressionné par les résul-

tats de l'étude, le ministre indonésien de l'Agriculture avait créé la réserve de faune de Dumoga, de 23.000 ha, en août 1979.

Le prêt de la Banque mondiale finance l'établissement des limites du parc, le recrutement des gardes, etc. Au titre de l'accord, l'UICN et le WWF fourniront leur expertise au Directeur de la conservation de la nature, pour l'aider à «protéger le bassin versant de Dumoga pour assurer un approvisionnement en eau régulier pour le plan d'irrigation de Dumoga, et pour empêcher l'envasement des barrages et des canaux d'irrigation, pour mettre en valeur le bassin versant de Dumoga comme parc national, afin d'en protéger les écosystèmes naturels tout en permettant des utilisations humaines compatibles telles que le tourisme, les loisirs, l'éducation et la recherche, et pour aider le Directeur de la conservation de la nature à améliorer sa capacité de gérer le futur parc et d'en intégrer la fonction parmi celles définies par d'autres organismes de développement».



Le projet au Sénégal: Les avantages procurés par les grands barrages peuvent être annulés par les inconvénients.

Etude sur la viande provenant de la brousse

Un sondage fait pour le gouvernement libérien révèle que la plupart des habitants de la capitale, Monrovia, estime qu'ils «ne peuvent pas vivre sans viande de la brousse». Le sondage, réalisé par l'autorité de développement forestier du Libéria parmi un échantillonnage de Moroviens, a révélé que le singe et le duiker (une antilope) compaient parmi leurs viandes favorites.

En tout, 2008 personnes de tous milieux ont été questionnées sur leur avis quant à la

consommation de viande de la brousse. Le but de ce sondage apparemment excentrique était de savoir quelle serait leur réaction face à des restrictions ou à la fin de l'approvisionnement en viande de la brousse qui résulteraient au cas où les autorités libériennes prendraient des mesures de conservation.

Déjà, ces viandes sont de plus en plus difficiles à obtenir par suite de la destruction des habitats et de la surexploitation. Il est

surprenant de constater qu'environ la moitié des personnes interrogées estimaient que la faune constitue une ressource inépuisable, et n'ont donc montré aucune compréhension de la nécessité de protéger la faune et les forêts.

Il est difficile de dire quelles conclusions l'autorité forestière tirera du sondage, car en revanche, environ un quart des personnes interrogées sont conscientes de la nécessité de prendre des mesures pour protéger les ressources en faune du pays. En fait, une minorité substantielle a fait des suggestions constructives telles qu'une interdiction de chasser pendant 10 ans.

Menace pour le fleuve Sénégal

Deux barrages en cours de construction sur le fleuve Sénégal risquent de perturber gravement l'équilibre écologique de la région. En séparant les eaux douces des eaux salées, le barrage de Diama (carte ci-contre), situé près de l'embouchure du fleuve, pourrait aboutir à la perte de 5000 t. de poissons par an. Le barrage de Manantali, au Mali, pourrait réduire de moitié des populations de poissons en aval. Et alors que les lamantins et les crocodiles risquent de disparaître à jamais, les maladies qui font cortège aux eaux lentes, comme la bilharziose, risquent de se propager.

Ceux qui critiquent le plan — dont certaines personnes qui y travaillent — prévoient non seulement la destruction de l'équilibre écologique, mais aussi le bouleversement de la vie des 700.000 personnes qui vivent dans la vallée, qui seront obligées de partir vers des villes au marché du travail déjà saturé.

L'homme à l'origine de tempêtes menaçant les mammifères marins dans la baie de Baffin ?

Le bruit émis par la nouvelle génération de gros bateaux pourrait perturber gravement la vie des mammifères marins, très loin dans l'Arctique canadien et groenlandais. Les Canadiens prévoient d'exploiter les gisements de gaz naturel de l'archipel situé au nord-est du pays, au titre d'une entreprise à grande échelle intitulée «projet pilote arctique». De nouveaux brise-glaces énormes seront construits pour transporter le gaz naturel liquide jusqu'aux ports de la côte est du Canada et des Etats-Unis.

Avec leurs machines de 200.000 CV, ces nouveaux tankers seront dix fois plus puissants que n'importe quel autre brise-glace canadien. Si l'on se réfère au livre des records Guinness, ces moteurs sont une fois

et demie plus puissants que celui du *Batitos*, le plus gros bateau du monde!

Etant donné le peu d'études effectuées sur les effets de la pollution par le bruit sur les mammifères marins, les experts eux-mêmes ne peuvent que supposer les effets que peuvent entraîner ces brise-glaces géants sur un monde quasiment silencieux. Ce que l'on sait, c'est que les mammifères marins dépendent presque exclusivement de l'audition pour communiquer et pour s'orienter à longue distance.

Dans un bref rapport préliminaire à ce sujet, Bertle Mohl, de l'Université danoise d'Aarhus, écrit que «avec une moyenne d'un tanker passant tous les six jours, et produisant un bruit pire que celui d'une

énorme tempête dominant toute la baie de Baffin, comment peut-on éviter de conclure que ce projet va détériorer gravement l'habitat des mammifères marins?

Le cycle de l'azote

L'Unité internationale SCOPE/PNUE sur l'azote, en collaboration avec le MAB et le Centro internacional de agricultura tropical (CIAT) patronnera le groupe de travail sur le cycle de l'azote dans les écosystèmes d'Amérique latine et des Caraïbes, qui aura lieu du 16 au 21 mars 1981 au CIAT à Cali (Colombie).

Pour plus de renseignements, s'adresser à Thomas Rosswall, SCOPE/PNUE, Unité internationale sur l'azote, Académie royale des sciences de Suède, S-104 05 Stockholm, Suède.

Percée dans la lutte anti-malaria ?

Un nouvel agent biologique inoffensif pour l'environnement, capable de tuer la larve du moustique vecteur de la malaria, est actuellement testé par l'Organisation mondiale de la santé. L'agent — *Bacillus thuringiensis* H-14 — agit aussi contre la mouche noire qui transmet la cécité des rivières. A elle deux, ces maladies affectent des centaines de millions de personnes dans 90 pays tropicaux.

L'industrie a déjà manifesté son intérêt pour la fabrication de *B. thuringiensis*, qui serait alors une bonne solution de remplacement aux insecticides néfastes pour l'environnement actuellement utilisés pour lutter contre les moustiques.

L'iguane des Fidji

L'UICN a aidé le Fonds national des Fidji à sauver l'iguane à crête (*Brachylophus vitiensis*). Un accord a été passé avec les autorités du pays pour créer une réserve d'iguanes sur l'île de Yadua Taba. L'UICN et le WWF contribueront à financer la gestion de la réserve.

Conférence européenne sur les parcs en 1981

Une conférence européenne sur «la conservation de la nature et les loisirs dans les parcs nationaux et réserves analogues» aura lieu du 20 au 24 avril, au Centre d'étude des parcs nationaux de Peak, en Grande-Bretagne. La finance de participation, tout compris, est de 115 £. Les formulaires d'inscription peuvent être obtenus en s'adressant à: The Principal Peak National Park Study Centre, Losehill Hall, Castleton, Derbyshire, S30 2WB, England.

Directives pour une stratégie norvégienne

Un rapport comportant des directives pour une stratégie de conservation norvégienne vient d'être remise au ministre norvégien de l'Environnement. Aboutissement de deux ans de délibérations d'un comité nommé par le gouvernement, et composé d'hommes politiques et de conservationnistes éminents, le rapport, intitulé «La conservation en Norvège», s'inspire des projets préliminaires de la Stratégie mondiale de la conservation.

Dans l'introduction, le président du comité, M. Gufform Mansen, rend hommage à la Stratégie et espère que le document servira de base à la stratégie norvégienne de conservation.

Le ministère de l'environnement a envoyé le rapport à diverses organisations de conservation en leur demandant leurs commentaires. La série définitive de recommandations sera soumise au parlement norvégien dans le courant de 1981.

Répertoire

Le International Earthcare Center du Sierra Club vient de publier un répertoire intitulé «Environmental Studies and Natural Resource Management: An Annotated Guide to University and Government Training Programmes in the U.S.». Ce guide a été préparé en collaboration avec le programme américain sur l'homme et la biosphère, et l'agence américaine de développement international. Il peut être commandé auprès de: The Sierra Club International Earthcare Center, 800 Second Avenue, New York, NY 10017.

Commission sur la forêt ghanéenne

Le gouvernement ghanéen a mis en place une commission forestière qui devra coordonner la gestion des ressources en forêts, en faune et en flore du pays. Annonçant la création de la nouvelle commission, le président du Ghana, M. Hilla Linmann a déclaré que celle-ci avait été chargée de «réglementer, gérer et utiliser avec efficacité notre forêt et nos ressources vivantes pour le bien actuel et futur du pays».

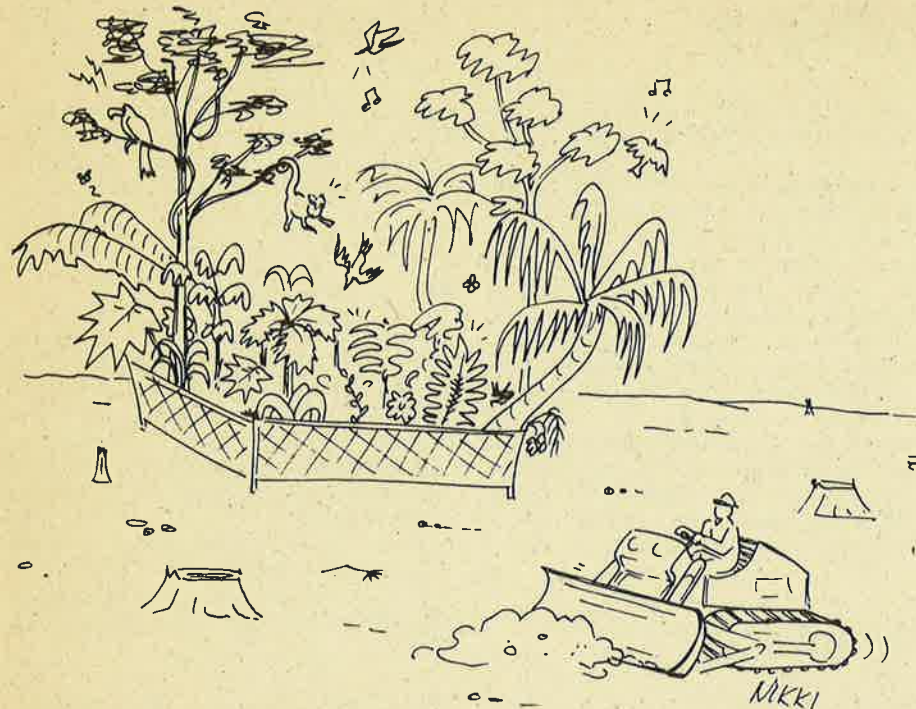
Le Ghana est soucieux de mettre en valeur ses forêts et ses autres ressources renouvelables pour diminuer sa dépendance du cacao comme source de devises étrangères. L'an dernier, la totalité des gains obtenus grâce au cacao ont été absorbés par la seule facture pétrolière.

Fonds Barclay-Smith

Le Conseil international pour la préservation des oiseaux (conseiller de l'UICN pour toutes les questions touchant à la faune avienne) a créé un fonds à la mémoire de Phyllis Barclay-Smith, décédée en janvier 1980. Ayant reçu l'appui, notamment, du prince Bernhard, de l'ancien premier ministre britannique James Callaghan, et de David Munro, le fonds s'est fixé l'objectif de 1000.000\$. Cette somme contribuera à établir le nouveau siège du CIPO à Cambridge — lieu approprié, puisque c'était sa ville natale.

Les dons pour le Phyllis Barclay-Smith Memorial Appeal devraient être adressés à: Edward Wright, 5/7 Palfrey Place, London S.W.8, R.-U.

LA SCIENCE PEUT-ELLE SAUVER L'AMAZONIE ?



Le bassin amazonien est probablement l'un des meilleurs endroits où trouver des composés chimiques d'origine biologique pouvant être utilisés en médecine. Il s'y déroule une lutte constante entre les « mangeurs » (en particulier les insectes) et les « mangés » (les plantes). L'évolution a rendu les plantes capables de produire des composés désagréables ou toxiques pour les mangeurs, tandis qu'elle a rendu les mangeurs capables de digérer ces composés sans mal.

On peut considérer la forêt amazonienne comme une énorme usine pharmaceutique qui produit en permanence des composés nouveaux ou anciens. Il n'est pas interdit de penser que des remèdes au cancer peuvent se trouver parmi eux.

Dans la protection des plantes et des animaux de l'Amazonie, il faut bien distinguer les espèces des forêts primaires et celles des forêts secondaires. 95 % ou plus des espèces des forêts tropicales humides sont tout simplement incapables de persister en dehors de la forêt vierge. Cela signifie que le gros des espèces amazoniennes ne peuvent survivre que dans des régions de forêts gardées intactes.

Une des questions fondamentales à résoudre est la situation géographique de ces régions protégées. Toutes les espèces amazoniennes n'existent pas partout. Les espèces qu'on trouve près de Manaus ne sont pas les mêmes que celles rencontrées à Belém ou à Iquitos. Le problème se complique encore du fait que la forêt amazonienne est biologiquement très mal connue. La grande majorité des espèces n'a encore jamais été observée par les scientifiques, sans parler de leur répartition géographique. Le temps passe, mais comment conserver ce dont on n'a pas la moindre idée ?

Heureusement, il semble y avoir un raccourci dans cette course contre la montre : les scientifiques ont détecté un schéma particulier dans la répartition des espèces amazoniennes. Il semble que pendant la période glaciaire sèche du pléistocène, qui a eu lieu

entre deux millions et 10.000 ans avant notre ère, la forêt amazonienne se présentait en fragments auraient été séparés pendant des périodes suffisamment longues pour que des populations isolées de plusieurs espèces aient pu évoluer séparément. Cela expliquerait le mode de répartition des groupes d'espèces qui ne vivent de nos jours que dans des régions limitées, que les scientifiques appellent des « refuges du pléistocène ». Lorsque les refuges coïncident en un même endroit sur la carte, la protection de cette région devient prioritaire. Ce plan de priorité a été accueilli par les milieux scientifiques internationaux comme l'une des meilleures démarches scientifiques jamais suivies dans la planification des parcs nationaux. L'ironie veut qu'elle concerne l'une des régions du monde dont la biologie est la plus mal connue. Quelle devrait être la taille des régions protégées ?

Un projet de recherche de « taille minimale » a été lancé par le World Wildlife

Fund et l'Institut national brésilien de recherche amazonienne pour étudier ce problème. Le projet tire le meilleur parti d'un règlement qui stipule que 50 % des régions vouées à un plan de développement rural doivent être maintenues sous forme de forêt.

Pourquoi ne pas voir si ces 50 % peuvent être choisis de manière à comporter une série de lambeaux de forêt de différentes tailles ? On pourrait faire la liste des plantes et des animaux de chaque fragment pendant qu'il fait encore partie de la forêt continue. Après isolation du fragment, la recherche pourrait révéler quelles sont les espèces qui disparaissent progressivement, et avec quelle rapidité, et comment cela est lié à la dimension du fragment de forêt.

Il faut bien admettre que l'on a besoin de réponses maintenant, au moment où les décisions sur la planification des parcs sont pressantes, et non dans 10 ou 20 ans, délai à attendre avant que les résultats commencent à arriver. Si un parc national est contigu à une région forestière prévue pour d'autres usages, le parc pourrait être agrandi par la suite si les résultats du projet « taille minimale » montrent qu'il est trop petit.

Autre problème important : quelle superficie le bassin amazonien doit-il conserver pour que le régime des pluies se maintienne ? Le directeur de l'INPA, M. Enéas Salati, estime qu'environ la moitié des précipitations tombant sur le bassin amazonien provient de la forêt elle-même, par opposition à l'océan. Il y a peut-être un seuil critique au-delà duquel la poursuite de l'abattage de la forêt entraînerait une tendance irréversible à l'assèchement du climat.

Les régions choisies pour protéger la diversité biologique sont fondamentales dans un plan de gestion biologique. La tâche scientifique que représente la sauvegarde des richesses biologiques foisonnantes de l'Amazonie est immense. Les lots expérimentaux de forêt près de Manaus peuvent fournir un point de départ.

Thomas Lovejoy et Maria Tereza Jorge de Padua pour Earthscan

Pourquoi la forêt amazonienne a besoin des piranhas

Une étude entreprise dans la plaine d'inondation du bassin amazonien a mis à jour la remarquable interdépendance des poissons et de la forêt. De juin à novembre, les eaux de l'Amazone et de ses affluents inondent une région de 10 millions d'hectares. A cette époque, les poissons migrent dans la forêt et se nourrissent de graines et de fruits tombés dans l'eau.

Les poissons dépendent des arbres de la plaine d'inondation pour s'alimenter, tandis que les arbres dépendent des poissons pour la dispersion de leurs graines. L'on a identifié plus de 200 poissons et essences qui dépendent ainsi les uns des autres.

Les poissons de l'Amazone sont adaptés à leur environnement grâce à leurs molaires

qui leur permettent de broyer des noix, et à leur estomac élargi qui les rendent aptes à emmagasiner de la graisse pour la période de retrait du fleuve. Plusieurs espèces de piranhas ont d'ailleurs abandonné les plaisirs de la chair pour un régime végétarien.

Il n'y a pas que les arbres et les poissons qui bénéficient de ce cycle : l'homme également. Les poissons sont une importante source de protéines pour les Amazoniens, et les trois-quarts des prises proviennent de la forêt de la plaine d'inondation. L'on a calculé, par exemple, que le gros des protéines de Manaus provient des poissons. Or, la plus importante espèce commerciale, le tambaqui, est un mangeur de graines.

Cette étude est la première du genre. Elle est en train d'être faite par le Instituto Internacional de Pesquisas da Amazonia

suite page suivante

suite de la page précédente

(INPA) aux frais de l'UICN et du World Wildlife Fund. L'un des buts de cette étude est de déterminer les régions qui pourraient devenir des réserves protégeant le cycle poisson/forêt, avant qu'il ne soit définitivement brisé à la suite de la déforestation de la plaine d'inondation. Des photos prises par satellite montrent que dans un rayon de 100 km au sud de Manaus, il ne reste à présent aucune grande région forestière.

Le projet pourrait aboutir à la conclusion que la meilleure manière de mettre en valeur la plaine d'inondation serait de conserver intact les ressources en poissons. L'étude UICN/WWF révèle que dans les régions fortement déboisées, la population de poissons a considérablement diminué. Les pêcheurs de ces régions ont perdu leur gagne-pain — signe annonciateur de ce qui arrivera à la pêche tout entière si les arbres continuent d'être abattus.

Le chef du projet, M. Michael Goulding — scientifique de l'INPA — explique qu'on peut voir les poissons rester sous les arbres jusqu'à ce que les fruits tombent : « Certains arbres à caoutchouc ont des graines dont l'enveloppe explose quand le soleil est très chaud, expulsant les graines. Vous entendez en succession rapide un pop au moment de l'explosion de l'enveloppe, puis un plop lorsque la graine touche l'eau, et enfin un glup alors que le poisson avale la graine ». L'on n'a pas encore enregistré la réaction du poisson au moment de l'excrétion de la graine ! (Les pêcheurs amérindiens ont raconté à Goulding qu'en fait, de nombreuses espèces les régurgitent).

Quelle que soit la méthode, il est clair que les poissons jouent un rôle important dans la dispersion des graines. Et celles que les scientifiques de l'INPA ont plantées après qu'elles aient séjourné dans des poissons ont parfaitement germé et poussé.

Le projet UICN/WWF a maintenant deux ans. Pendant cette période, Goulding a fait des kilomètres et des kilomètres en pirogue à travers la forêt de la plaine d'inondation. Il a discuté avec les pêcheurs locaux et fait le tour des marchés aux poissons des villes amazoniennes. Jusqu'à maintenant, 200.000 spécimens ont été réunis par son équipe et déposés dans un



On peut considérer la forêt amazonienne comme une énorme usine pharmaceutique produisant constamment des composés, nouveaux et anciens.

musée spécialement consacré aux poissons. Déjà, des milliers de poissons d'une soixantaine d'espèces ont été disséqués et le contenu de leur estomac examiné minutieusement pour savoir quels sont leurs fruits préférés. Toutes ces données finiront par être réunies en un atlas des poissons, des fruits et des graines des forêts inondées.

Bien que le projet couvre la totalité du bassin amazonien de basse altitude, il a porté essentiellement sur les trois types de fleuves alimentant la plaine d'inondation — les eaux noires (Rio Negro, Rio Tefé), les eaux limpides (Rio Solimões, Rio Madeira) et les eaux turbides (Rio

Machado). L'équipe du projet a découvert un écosystème quasiment unique. D'après M. Goulding, « il reste quelques zones semblables en Asie et en Afrique, mais elles sont très réduites et comportent bien moins d'espèces que dans l'Amazonie. On a là une relation écologique complexe qui est un exemple très inhabituel de l'évolution parallèle de plantes et d'animaux sur des millions d'années, pour le plus grand bien des uns et des autres ».

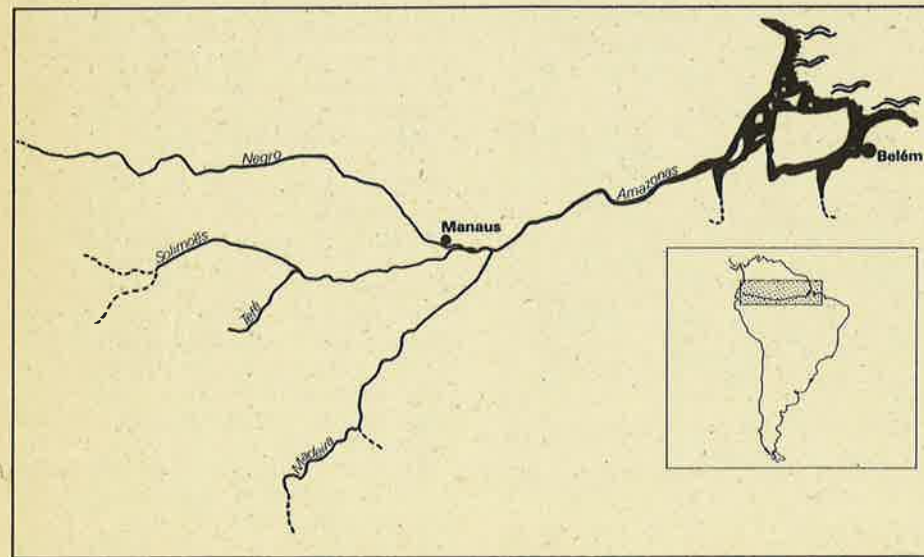
Dans la plaine d'inondation, de vastes régions forestières ont été défrichées pour laisser la place à l'agriculture — essentiellement à la riziculture et à l'élevage de bétail en ranches. Les fermiers sont attirés par les sols riches et relativement robustes de la plaine. C'est ainsi qu'une large région forestière le long du Rio Tefé est divisée en vastes zones où sont effectuées des expériences agricoles.

L'on espère que le projet UICN/WWF apportera des arguments solides en faveur de la conservation de la plaine d'inondation, dans toute la mesure du possible dans son état naturel. Les Brésiliens peuvent encore se rendre compte que le poisson et le bois valent mieux que le bœuf et le riz.

Robert Lamb

Nouveau parc brésilien

Le président du Brésil a signé un décret fédéral créant le parc national de Jau, de 2,3 millions d'hectares, dans le nord de l'Amazonie.



NOUVELLES DE TRAFFIC

SCANDALE DANS LA FOURRURE

En novembre dernier, l'UICN révélait que le secrétariat de la CITES avait découvert qu'un important vendeur de fourrures et de cuirs utilisait des faux documents pour couvrir un trafic de peaux de crocodiles rares et de loutres en provenance du Paraguay, se montant à plusieurs millions de dollars. La nouvelle fut reprise dans plusieurs pays par les journaux, la radio et la télévision. Maintenant encore, l'affaire a des conséquences — toutes bénéfiques selon Peter Sand, secrétaire général de la CITES.

Voici, en bref, de quoi il s'agit. La CITES a découvert que ces trois dernières années, un commerçant de Francfort (RFA) utilisait de faux documents pour rendre légale l'importation de 200.000 peaux de caïmans, 40.000 peaux d'ocelots et 140.000 peaux de loutres et d'autres espèces menacées, d'une valeur de 12 millions de \$US.

Parmi les espèces menacées inscrites sur les permis, plusieurs ne sont pas natives du Paraguay, et ont donc dû être passées en contrebande des pays voisins — Brésil, Argentine ou Bolivie. Il y a au Brésil une interdiction d'exportation totale sur tous les commerces de la faune et de ses produits; les contrebandiers ont donc dû utiliser le Paraguay comme plaque tournante pour entrer sur le marché fort lucratif de RFA. Des grands magasins de Francfort et de Munich ont fait ouvertement de la publicité pour des manteaux d'ocelots brésiliens.

La fraude a été mise à jour grâce au système de double référence de la CITES. Lorsque les neuf permis d'exportation présentés par le commerçant de Francfort en Allemagne ont été transmis par le secrétariat de la CITES aux autorités paraguayennes, celles-ci n'ont pas trouvé de traces de leur délivrance. Les autorités paraguayennes ont découvert que le nom de l'exportateur n'était pas inscrit auprès d'elles, que les formulaires avaient été imprimés en RFA et que les tampons et signatures étaient faux.

La compagnie a indiqué qu'elle avait reçu les documents avec des envois réguliers du Paraguay et que les douanes allemandes les avaient acceptés sans difficulté les trois années précédentes.

A la suite de la publicité faite à cette affaire, les autorités ouest-allemandes ont ordonné une vérification complète de toutes les importations de faune du Paraguay et les commerçants font preuve de davantage de prudence dans leurs opérations avec ce pays. Plusieurs fourreurs faisant partie de l'Association des fourreurs d'Allemagne de l'ouest s'étaient groupés pour mettre un terme au commerce des espèces menacées; de nombreux autres fourreurs sont venus grossir leurs rangs depuis cette affaire. C'est une bonne nouvelle pour le WWF car ce groupe fait régulièrement une belle contribution au Fonds du WWF. A la suite des révélations de la CITES, le directeur du zoo de Hanovre a lancé un appel qui a reçu une large publicité, demandant aux acheteurs de ne pas choisir de manteaux de fourrures ou de sacs en crocodile, provenant d'espèces menacées.

Au Paraguay, apprenant la nouvelle, le président au pays, le général Alfredo Stroessner, a promis de prendre des mesures immédiates pour arrêter le commerce illégal. D'autres parties à la CITES examinent depuis de plus près les documents provenant du Paraguay et d'autres faux ont été découverts au Danemark, en Suisse et aux Etats-Unis.

Conférence des parties à New Delhi

Les dates de la 3^e conférence des parties à la CITES ont été arrêtées. Prévue à l'origine pour le début de février, elle aura finalement lieu du 25 février au 8 mars. Quelque 50 délégations gouvernementales sont prévues, et 40 ONG se sont inscrites jusqu'à présent comme observatrices. La présence en force des ONG du commerce sera l'une des grandes différences entre le Costa Rica et la Nouvelle-Delhi. Y participeront la Fédération internationale du commerce de la fourrure ainsi que les groupes de fourreurs du R.-U., de RFA et de France, l'Association des commerçants européens de l'ivoire et l'Association internationale du commerce d'animaux familiers.

LETTRES

Réponse du Transvaal

Monsieur,
Je me réfère à l'article intitulé «Peaux de guépards à vendre», publié dans le Bulletin de septembre/octobre 1980, à la page 87.

Le guépard est totalement protégé dans le parc national Kruger et dans les grandes réserves naturelles du Transvaal. Ceux qui vivent sur des propriétés privées ne peuvent être protégés qu'avec la coopération des propriétaires. On ne peut pas s'attendre à ce que les fermiers les protègent sur leurs fermes d'élevage, alors qu'ils s'attaquent aux troupeaux. L'administration a obtenu la coopération des propriétaires pour proclamer le guépard gibier protégé, à condition que le propriétaire puisse le tuer lorsqu'il s'en prend à son bétail. Dès qu'il est considéré comme gibier protégé, le guépard ne peut plus être chassé, ni sa peau vendue, par des non-propriétaires, sauf ceux qui obtiennent un permis.

Il faut rappeler à M. Walker que la convention porte sur l'importation et l'exportation d'animaux. L'allégation selon laquelle les peaux vendues à Johannesburg «ont certainement été passées en contrebande dans le pays» est sans fondement.

Le Transvaal est-il réellement aussi mauvais que M. Walker voudrait le faire croire?

Sincèrement,

SS. du Plessis,
Directeur de la conservation de la nature

Ce scandale est le neuvième cas de faux documents mis à jour cette année par le nouveau système de la CITES. Les autres impliquaient notamment le Botswana, le Tchad et le Zaïre pour le trafic de l'ivoire, le Ghana pour des perroquets et des singes rares, le Guatemala pour les iguanes, l'Argentine pour des fourrures, et la Thaïlande pour des chats du Bengale vivants.

Les questions susceptibles d'attirer le plus d'attention sont l'interdiction proposée sur le commerce des produits du cachalot, une proposition française d'inscrire à l'Annexe II le phoque gris et le phoque commun, l'élevage d'espèces menacées, un nouveau règlement du commerce du corail noir et des perroquets. La conférence envisagera également l'adoption des nouveaux documents anti-fraude qui ont déjà été présentés. Des méthodes de marquage de l'ivoire seront également démontrées devant les délégations.

Nouvelles parties

La CITES totalise maintenant 64 parties. Les dernières en date sont le Suriname, la République centrafricaine et la Zambie. La Zambie a toutefois prévu une longue liste de réserves dont le rhinocéros, le léopard et le crocodile du Nil.

(Nous avons reçu une lettre de M. Walker, adressée au Endangered Wildlife Trust, citant un rapport qui paraîtra prochainement, et qui rejette toutes les réfutations de M. du Plessis — la rédaction).

Le réseau en marche

Monsieur,
En tant que membre chargé de la conservation au sein du conseil national de la Société malaisienne de la nature, j'ai lu avec beaucoup d'intérêt le «point de vue personnel» de M. Gurmit Dingh dans le N° 9/10 du Bulletin. Notre palmarès dans la conservation malaisienne est long, distingué et témoigne de notre efficacité, et j'estime que l'article de M. Singh donne une fausse impression à ce sujet. Nous coopérons avec d'autres ONG à chaque fois que c'est possible. Un exemple: Dans la campagne menée actuellement en faveur des grottes du Batu, la Société a travaillé en étroite collaboration avec la société malaisienne de protection de l'environnement, les Amis de la Terre, l'Association des consommateurs de Penang, l'Association de protection des grottes de Batu, et autres organismes intéressés dans le pays. Les autres activités de conservation de notre société font l'objet d'un rapport annuel publié dans notre revue.

La Société se félicite du soutien que lui apporte l'UICN dans les questions locales, et lui adresse ses remerciements.

Sincèrement, Kiew Bong Heang

La commission de l'éducation: les années 80

S'il fallait réduire le message de l'UICN à quelques mots, ce serait que «l'homme ne peut pas vivre indépendamment de la biosphère». Ce message est familier au lecteur du Bulletin — qui n'est plus à convaincre. Malheureusement, il y a encore une multitude de gens à convaincre.

La promotion de la conservation de l'écologie et des objectifs de la conservation est la tâche difficile à laquelle est confrontée la commission de l'éducation de l'UICN. Le rôle important de l'éducation dans la prise de conscience des valeurs de la conservation par l'opinion publique, fut reconnu dès l'origine par les pères fondateurs de l'UICN qui créèrent la commission en même temps que l'Union elle-même.

La commission a récemment été revitalisée par la nomination d'un nouveau président, M. Albert Baez, et un nouveau secrétaire exécutif, M. Naseeb Dajani, Palestinien ayant fait carrière à l'Unesco, et qui a une idée très précise des groupes à atteindre

et sur la manière d'y parvenir dans le cadre des maigres ressources de la commission: «Nous nous concentrons sur l'éducation extrascolaire et orientons notre action vers les décideurs, les planificateurs, les spécialistes de la gestion de l'environnement, et, lorsque c'est possible, vers le grand public».

La commission a tenu récemment sa première pleine réunion à Vadstena (Suède) pour élaborer son programme. La réunion, qui a regroupé 36 participants venant de 19 pays, a décidé d'axer son travail sur la base de la SMC pendant les années à venir. Les activités prévues vont de l'élaboration d'un programme d'éducation des adultes s'adressant aux fermiers et aux forestiers, à la création d'un jeu fondé sur la SMC.

«Ces idées illustrent bien la démarche innovatrice qu'ont nos experts vis-à-vis de l'éducation — dit M. Dajani. Malheureusement, pour beaucoup de gens, le terme «éducation» évoque une vision de tableaux

noirs et des rangées d'écoliers maussades assis à leurs pupitres. La commission échouera dans sa mission si elle ne peut pas rendre l'éducation intéressante pour les groupes visés dans les pays développés et en développement».

La réunion de Vadstena a aussi reconnu que les différents pays ont des besoins différents en matière d'éducation. La commission a déjà deux comités régionaux — pour l'Europe de l'ouest et l'Europe de l'est — mais le sentiment a prévalu qu'il fallait créer des groupes nationaux pour répondre aux besoins. Une fois établis, ces groupes pourront former le noyau de groupes régionaux.

La commission souhaite que les autres organes de l'UICN participent davantage à ses activités. L'on prévoit, par exemple, un concours pour la création d'une affiche illustrant les thèmes de la SMC, et M. Baez accueillerait favorablement d'autres idées du même ordre qui contribueraient à promouvoir la Stratégie.

Nord-Sud: Un nouvel ordre éducatif

Gary Knamiller

Leeds, Royaume-Uni. La principale différence entre les nations du Tiers Monde et les pays du Nord industriel est que les premières sont extrêmement pauvres et les seconds fabuleusement riches — du moins économiquement parlant. Leurs problèmes environnementaux résultent de leur pauvreté, les nôtres de notre richesse.

Pourquoi le nord doit-il se préoccuper de l'environnement de populations pauvres de contrées éloignées? C'est un problème politico-économique, voire moral. La seconde question est de savoir quelle direction prend l'éducation environnementale dans les pays en développement. C'est une question ayant trait à l'éducation, qui nous aide à réexaminer nos propres préoccupations en matière d'éducation environnementale dans une perspective mondiale. La troisième question est liée aux deux premières: Quel est le lien entre le dialogue nord-sud et l'éducation environnementale? Si notre propre intérêt doit être notre principal guide, alors le nord doit examiner de près le lien développement environnement dans le Tiers Monde, car il nous affecte déjà. Après la seconde guerre mondiale, le miracle économique du nord devait résulter de sa maîtrise quasi totale des moyens de production. Le nord a encore la technologie, mais ne maîtrise plus complètement le capital. L'OPEP en a une part toujours croissante. Le nord va lentement vers une pénurie de matières premières, et n'a plus le contrôle politique sur les ressources clés dont il a besoin. Les pays pauvres peuvent souhaiter s'accrocher à des biens et services précieux pour leurs efforts de développement.

Le Tiers Monde offre un énorme marché potentiel. Mais bien évidemment, il ne peut pas acheter les produits agricoles du nord à cause de sa pauvreté; et il ne pourra pas devenir riche s'il ne s'industrialise pas. Pourtant, nous poussons les hauts cris devant la marée de produits à bas prix pro-

duits par la main d'œuvre à bon marché des pays du Tiers Monde. En bref, le nord n'est plus en mesure de gouverner complètement l'économie mondiale.

C'est une situation explosive, qui pourrait bien menacer la paix mondiale. Non pas que les pays pauvres vont envahir le nord — il est plus facile d'envahir des ambassades — mais la pénurie, la fermeture des marchés du nord, et la polarisation politique et sociale croissante dans les pays en développement impliquent que les guerres civiles et les conflits internationaux risquent de devenir plus fréquents.

Ce sont là des sujets de préoccupation mondiaux qui affectent aussi bien le berger namibien dans sa case en boue au toit de chaume, que le mécanicien de Birmingham dans son appartement de trois pièces — ou du moins leurs enfants. C'est la raison du dialogue nord-sud, un dialogue qui porte sur des questions centrales de pauvreté et d'inégalité. Et le dialogue est inextricablement lié à la relation qui existe entre l'environnement et le développement. On ne peut pas parler de privation économique ou de développement sans parler de la protection de l'environnement.

Il ne faut pas transplanter dans le sud le contenu des programmes d'éducation environnementale mis au point dans le nord, et qui porte sur la pollution, la surconsommation, les loisirs et la conservation du passé rural. L'éducation environnementale dans les pays pauvres devrait s'attacher aux moyens d'utiliser les ressources locales et les systèmes socio-économiques pour pourvoir aux nécessités de base et pour augmenter la production et améliorer la distribution et la consommation. Des thèmes comme ceux qui suivent commencent à apparaître: l'eau et la santé, les habitudes alimentaires et la production de protéines, les problèmes d'aménagement du territoire, les maisons et leurs habitants, la science des rizières, etc.

Pourtant, il est encore très rare de trouver des programmes centrés sur des problèmes locaux, sur la prise de décisions, et finalement sur l'action sociale. On pourra encourager une visite aux installations d'eau les plus proches, mais on ne pose pas aux écoliers le problème du temps et de l'énergie qu'il faut à leurs familles pour aller chaque jour chercher de l'eau, ni celui des améliorations qui pourraient être apportées à leur approvisionnement en eau. Il y a pourtant quelques programmes en ce sens. Au Sri Lanka, en Tanzanie et à Belize, par exemple, les écoles à tous les niveaux sont encouragées à créer des unités de production, et si possible à devenir auto-suffisantes. Les étudiants font pousser des légumes, élèvent du bétail, et les vendent. Ils font du travail artisanal, relevant de l'économie de village, là encore à la fois comme producteurs et vendeurs.

Il est une idée qui présente, à mon avis, un grand potentiel. Celle de la surveillance continue de l'environnement fondée sur l'école, là où le besoin d'informations sur les ressources environnementales locales requises pour la planification du développement, et l'expérience extra-scolaire des enfants peuvent être liés par l'instruction scolaire. Il paraît raisonnable de demander aux enfants de fournir une information initiale sur les ressources environnementales locales, en faisant des études sur les terrains intégrés dans le programme académique. Les enfants connaissent, par exemple, beaucoup de choses sur le bois de feu — les variétés locales, leur qualité de combustion, qui le ramasse, où on le ramasse, son prix de vente, son utilisation dans l'industrie locale, la fabrication du charbon de bois.

Ceux parmi nous qui souhaitent contribuer au processus de développement doivent commencer maintenant à faire les choses avec les gens et non pour eux. En ce qui concerne les programmes d'éducation envi-

suite de la page précédente

ronnementale à l'école, nous devons chercher à savoir ce que pensent les gens des enfants qui font des études locales. Trop souvent les parents estiment que le travail scolaire doit être limité à la classe.

Quel est l'état de la machine administrative nécessaire pour mettre en œuvre les projets de développement intégrés et quelle est la place qu'y occupe à tous les niveaux l'éducation environnementale?

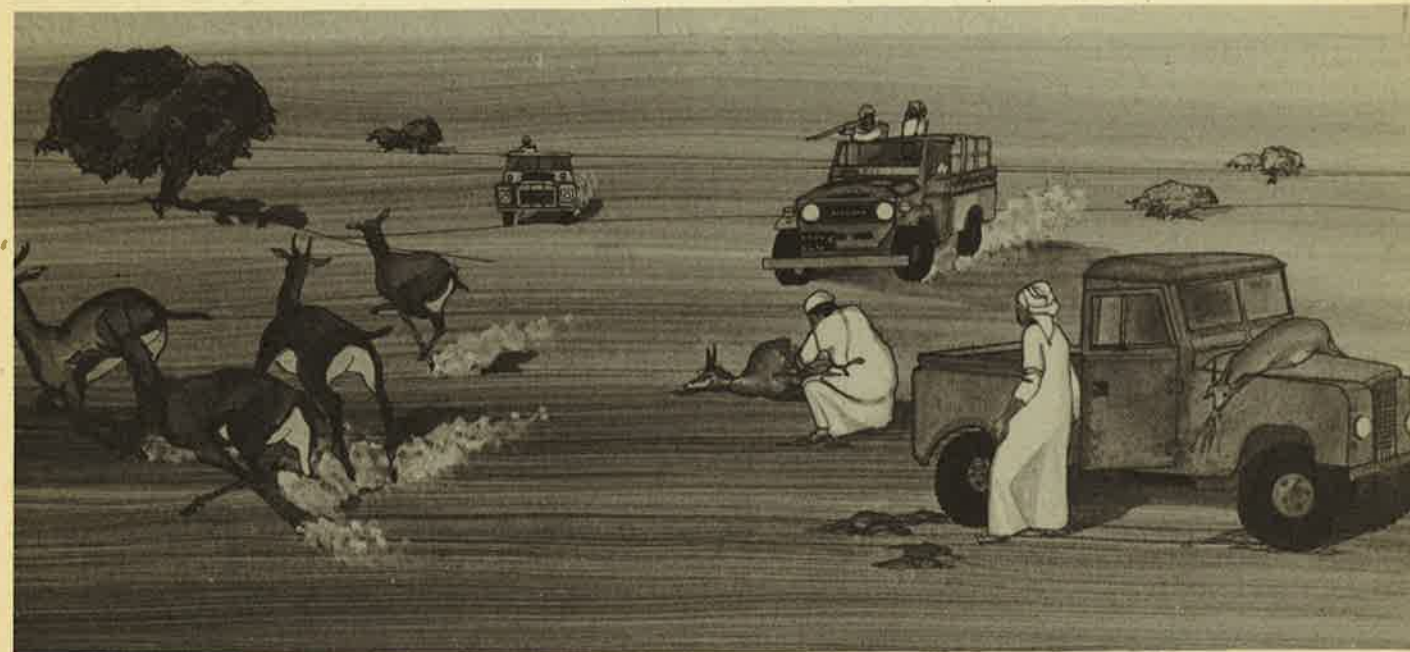
Pour savoir ce que fait le nord en matière d'éducation environnementale pour les pays en développement, nous devons examiner le domaine de l'éducation mondiale, qui est en expansion. On y découvre des éléments

d'eco-développement et de dialogue nord-sud sous les rubriques d'éducation pour la communauté mondiale, éducation planétaire, éducation axée sur le monde et éducation en matière de développement. Le but qui soutient ces programmes est d'aider les êtres humains à prendre conscience personnellement de la manière dont nos actions individuelles, multipliées par des millions, affectent nous-mêmes et toute l'humanité.

Il ne s'agit pas simplement d'une démarche mondialiste vis-à-vis de l'écologie. C'est plutôt une éducation orientée vers le sentiment d'une appartenance mondiale, à une communauté mondiale interdépen-

dante. Elle traite de processus tels que la perception culturelle et les affinités, et de questions telles que la nourriture, les ressources, les multinationales, la pauvreté, les technologies, etc... Il existe de bons matériels, de bons projets et de bonnes idées. L'important est de les faire connaître, de faire en sorte que les éducateurs en soient conscients et qu'ils acceptent de les utiliser. C'est le défi à relever par le nord et le sud: les pays développés en termes de sensibilisation environnementale qui ne soient pas hors propos. Les deux catégories de pays doivent envisager comment partager les préoccupations environnementales de l'autre. Comment réaliser autrement l'affinité culturelle?

L'éducation en mouvement



«La faune et la flore à Oman» — page extraite d'un nouveau livre pour enfants préparé en arabe pour le Sultanat d'Oman.

Cheltenham, Royaume-Uni. L'UICN et le WWF ont leur propre «projet spécial de promotion de l'éducation en conservation». Ce projet, qui a démarré il y a 5 ans pour conseiller et soutenir l'éducation de conservation principalement dans les pays en développement, a aidé des programmes de conservation dans plus de 50 pays.

Les unités mobiles d'éducation furent l'une de ses réussites. Des camionnettes

Renault équipées de projecteurs pour films et diapositives font le tour des villages et des écoles de cinq pays africains, et donnent des séances divertissantes et à la portée de tous, sur l'importance de la conservation. Le projet a également terminé pratiquement 50 présentations audio-visuelles sous forme de films ou de diapositives. La gamme des sujets traités inclut les espèces menacées, des campagnes telles que «sauvez le rhinocéros» et des études de cas. La

plupart des présentations audio-visuelles, ont été conçues spécifiquement pour certaines régions ou pour contribuer à la résolution de certains problèmes particuliers. Des courbes murales, des affiches et des livres pour enfants ont également été prévus dans le projet. Quelques exemples: Des affiches pour la Gambie, une affiche sur les oiseaux migrateurs de Chypre, un livre d'école illustré sur les problèmes de conservation à Oman.

Mark Boulton

Le rôle des muséums

Ottawa, Canada — les muséums ont évolué depuis l'époque où ils n'étaient qu'une collection d'objets étrangers devant lesquels on pouvait venir s'extasier. Le muséum moderne a l'obligation de servir la communauté. Les muséums trouvent peu à peu leur place dans la société, ils s'intéressent maintenant aux questions sociales et contribuent à y apporter des réponses.

Bien que la gestion et la préservation des ressources naturelles ne relèvent pas de leur domaine, ils ont un potentiel en matière d'éducation environnementale. Utilisant les connaissances qu'ils apportent, auxquelles s'ajoutent celles que des organisations telles

que l'UICN peuvent apporter, les muséums peuvent promouvoir la sensibilisation du grand public aux problèmes d'environnement.

Les muséums ont plusieurs voies pour atteindre leur public: les expositions (permanentes, temporaires, mobiles) les publications, les programmes pour des audiences générales, pour l'école, les conférences, l'utilisation des mass média. Tous les muséums n'ont pas encore la pleine maîtrise de ces moyens, mais en travaillant ensemble, ils peuvent mettre en commun leurs capacités. La désertification, la destruction des forêts tropicales humides, la

pollution des océans, la surpopulation, l'alimentation de l'humanité, le milieu urbain, la technologie agricole, l'utilisation de l'énergie et ses sources, et la chasse à la baleine sont quelques uns des thèmes que les muséums d'histoire naturelle pourraient choisir pour sensibiliser plus largement l'opinion publique à la nécessité de la conservation.

L'appréciation de quelqu'un ou de quelque chose et l'intérêt qui vient avec, présuppose la connaissance du sujet et de sa valeur. Tel est l'objectif de l'éducation environnementale à laquelle les muséums d'histoire naturelle peuvent et doivent participer.

Louis Lemieux

Parler aux villageois

Nouvelle-Delhi, Inde — le villageois asiatique vit près de la terre et avec elle depuis des siècles. Ce villageois a mis au point au cours des âges, une très large gamme de pensées et de directives sur la manière d'exploiter ses ressources naturelles, qui ne sont pas écrites, mais vivent dans la légende, la tradition orale et la superstition.

«Eduquer» le villageois est une tâche délicate: Il nous faut trouver le moyen de compléter cette somme de connaissances accumulées au cours des siècles en appor-

Penser mondialement, agir localement

Californie, Etats-Unis — La commission de l'éducation prévoit de produire un ouvrage de référence de l'UICN concernant les activités extrascolaires dans l'éducation environnementale. L'objectif général de cet ouvrage de référence serait d'élever le niveau de sensibilisation et de compréhension d'une bonne partie du grand public en ce qui concerne les problèmes éthiques et pratiques de conservation. A une époque où la survie de la Terre et de ses habitants est en jeu, nous devons — reprenant les mots de René Dubos: «penser mondialement et agir localement».

La tranche de lecteurs visée serait les adolescents. Les jeunes meneurs d'activités extra-scolaires tels que les boy scouts, les clubs de nature, etc., y trouveraient un guide à la conservation et aux activités environnementales accessibles aux jeunes. Il serait écrit en pensant avant tout aux pays en développement.

Le livre soulignera les sujets de préoccupation exprimés dans la Stratégie mondiale de la conservation de l'UICN. Il comportera des instructions faciles à suivre sur les activités à réaliser avec les moyens les plus simples et les moins coûteux. La commission examine aussi comment faire intervenir l'art dans ses programmes d'éducation environnementale et de conservation. Son objectif est d'augmenter la sensibilisation de l'opinion publique à ces questions.

La commission a déjà envisagé de lancer un concours international d'affiches illustrant les thèmes de la SMC. Les enfants, en particulier, pourraient être motivés pour dessiner des affiches illustrant des thèmes de la SMC tels que le nettoyage des sources d'approvisionnement en eau, le renouvellement du couvert forestier par la plantation de graines ou de plants, la régénération des sols, l'utilisation du poisson, de la faune, des forêts, des pâturages, de manière à faire durer, et non détruire, nos ressources naturelles.

Les lectures du Bulletin sont invités à soumettre leurs idées à la commission de l'éducation, quant à la manière d'utiliser les talents créatifs des artistes ou des artistes potentiels pour les activités éducatives de l'UICN.

Albert Baez

tant des éléments s'harmonisant avec elle.

Ce n'est pas ce qui se produit en ce moment. Pour le villageois, les conseils venant de l'extérieur, sur la santé, la conservation, l'eau propre, etc., a des relents de ville. Et trop souvent, un message important ne passera pas parce qu'on n'aura pas tenu suffisamment compte de cette somme de connaissances anciennes. Voici un exemple survenu récemment. Un de mes amis occidental spécialiste de la lutte chimique contre les mauvaises herbes s'est rendu avec moi dans un village où il a tenu une petite conférence devant les villageois assemblés. Il leur a montré une grande affiche représentant des milliers de personnes, avec en surimpression, la photo d'une espèce de mauvaise herbe. La légende en était: «Voulez-vous que ces millions de personnes meurent de faim à cause de cette mauvaise herbe?»

L'audience a écouté l'orateur, et l'a applaudi poliment à la fin de sa conférence.

M. A. Partha Sarathy

Enseigner le respect de la nature

Varsovie, Pologne — En Pologne, comme ailleurs dans le monde industrialisé, les gens quittent à la première occasion leur terne environnement industriel pour aller visiter les parcs nationaux et les réserves naturelles. Notre souci, ici, en Pologne, est que les visiteurs qui se rendent nombreux dans les régions protégées, ne dépassent pas la «capacité de charge» des réserves naturelles.

Il faut apprendre aux adultes et aux enfants comment se comporter dans ces régions. Il faut pour cela former des professeurs et des organisateurs sociaux, par des cours spéciaux et des camps.

La Pologne a mis l'accent sur la conservation de la nature dans les programmes scolaires. Le besoin de protection de la nature est pressant et devrait concerner tant l'école primaire que secondaire.

Le but général devrait être de modifier le comportement des gens vis-à-vis de la conservation; de sorte que lorsqu'ils visitent une régions protégées, ils sauront — presque comme une réaction naturelle — traiter la nature avec respect.

Il faudrait également s'attacher à rendre ces visites aussi utiles que possible. Les professeurs devraient apprendre la relation étroite qui existe entre le folklore et la conservation; il faut dire aux guides d'indiquer aux visiteurs les menaces potentielles, etc.

La connaissance des parcs nationaux et des réserves naturelles est une réalisation commune à toute l'humanité, et chacun de nous en est responsable. Les sites visités sont comme les pages d'un livre que nous devrions être capables de lire.

Jadwiga Gawlowska



Les étudiants d'un club de la faune du Kenya jouent un rôle important: ils alertent l'opinion publique devant la menace du braconnage.

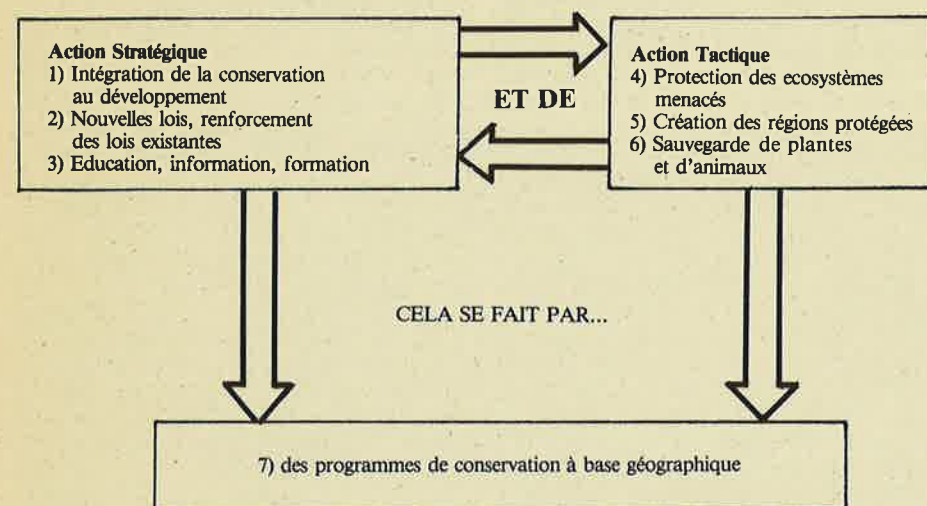
LE PROGRAMME RÉVISÉ

Le conseil de l'UICN vient d'approuver un nouveau programme pour l'UICN, le WWF et leurs associés, qui tient compte de la Stratégie mondiale de la conservation. Le programme sera bientôt envoyé aux membres de l'UICN.

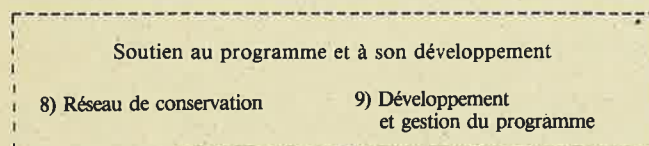
Le document du programme de l'an dernier fut un jalon dans l'histoire de l'UICN

car on a pu y voir pour la première fois l'entière gamme des activités de l'Union et leurs implications financières. Le nouveau document reconduit en la modifiant l'ancienne version intitulée «Programme de conservation pour un développement durable»; il couvre la période de 1981 à 1983.

LE PROGRAMME EXPLIQUÉ POUR RÉALISER LA CONSERVATION NOUS AVONS BESOIN A LA FOIS DE...



POUR FAIRE MARCHER LE SYSTÈME NOUS AVONS BESOIN DE...



Chaque nouvelle version doit être considérée comme la plus à jour mais non comme définitive. Comme les problèmes de la conservation se modifient rapidement, et comme de nouvelles ressources et occasions imprévues surgissent, le programme est soumis régulièrement à un examen et à une révision. Les commissions et le secrétariat de l'UICN ont tenu compte des opinions des membres dans la préparation du nouveau document dont la planification a été supervisée par le groupe consultatif de planification du programme (GCPP).

Comme ses prédécesseurs, le programme permet à l'UICN et au WWF de s'assurer que leurs maigres ressources utilisées pour la conservation internationale vont à des projets où elles peuvent être le plus utiles. Cela signifie qu'il y a eu des décisions difficiles à prendre sur les types de projets pour lesquels l'UICN devra rechercher activement des sources de financement, ainsi que sur les activités qui ne pourront pas être financées.

Le choix des domaines à traiter en priorité ne plaira pas à tout le monde. C'est iné-

vitale. Mais en supervisant le nouveau document, le GCPP a pris soin de tenir compte des points de vue exprimés par les membres qui ont répondu à la demande du directeur général faite au début de 1980 à tous les membres pour qu'ils fassent connaître leur opinion sur le premier document.

L'expérience a montré en 1980 que le document avait été très utile comme lien entre l'UICN et le WWF-International. Il s'est également révélé utile pour le WWF en ce qu'il lui a indiqué les priorités de financement. En 1980, le WWF a mis sur pied un dispositif de consultation entre ses organisations nationales et l'UICN sur les perspectives de financement du programme: on en voit l'avantage dans le nouveau document qui est fondé sur des éléments financiers plus précis que le précédent.

Le premier document s'était aussi avéré précieux pour le PNUE, l'Unesco et la FAO en leur montrant leurs domaines d'intérêt communs avec l'UICN. C'est ainsi que le PNUE s'est servi du document pour montrer à son conseil d'administration l'entière portée des activités internationales dans le domaine de la conservation.

Le but premier du document, cependant, est de donner un cadre de base aux activités quotidiennes des éléments opérationnels de l'UICN et du WWF. Le deuxième objectif est d'aider les membres à mieux comprendre comment l'Union cherche à promouvoir la conservation comme base du développement durable et à obtenir leur soutien dans l'application du programme. C'est un facteur vital en ce qu'il donne aux membres le sentiment de partager le même but. Si la réaction des membres au premier document fut encourageante, le GCPP cherche à obtenir une participation au programme plus étroite encore. C'est pour cela qu'un questionnaire sera envoyé aux membres en même temps que le programme pour connaître leurs réactions sur ce qui y est proposé et pour savoir quels membres peuvent contribuer à le mettre en œuvre. Les membres qui participeront à la prochaine Assemblée générale de Christchurch (Nouvelle-Zélande), auront amplement l'occasion de dire leur avis sur le programme et la manière dont il est compilé.

D'importantes modifications ont été apportées au programme pour le faire concorder avec la Stratégie: le maintien des processus écologiques essentiels et des systèmes qui entretiennent la vie, et

suite page suivante

LES NEUFS DOMAINES DU PROGRAMME	ET QUI EN EST PRINCIPALEMENT CHARGÉ
1) Planification du développement	Commission de la planification de l'environnement
2) Droit, institution & administration	Commission des politiques, du droit et de l'administration de l'environnement
3) Education	Commission de l'éducation
4) Ecosystèmes	Commission de l'écologie
5) Régions protégées	Commission des parcs nationaux et des régions protégées
6) Espèces	Commission du service de sauvegarde
7) Programmes de conservation à base géographique	Secrétaires régionaux et autres membres du secrétariat, en collaboration avec les commissions et les membres
8) Réseau de conservation	Commissions, membres, secrétariat par l'intermédiaire du GCPP
9) Développement du programme	

Suite de la page précédente

l'exploitation durable des espèces et des écosystèmes.

Il a également été décidé d'accorder plus d'attention aux écosystèmes, notamment côtiers et terrestres, comme les estuaires, marais de mangroves, récifs coralliens, et aux eaux douces (rivières, lacs, zones humides). L'on s'attachera également à la préservation des espèces sauvages apparentées aux plantes vivrières et aux animaux domestiques.

Autre grand changement inspiré par la SMC, l'on mettra l'accent sur la contribution de la conservation à la planification du développement, au droit et à l'administration, et à l'éducation. Cela renforcera les préoccupations traditionnelles de création de régions protégées ou de protection d'espèces menacées individuelles. Deux moyens permettent de combiner ces deux types d'action: les sous-programmes qui portent sur des régions ou pays particuliers, comme les Caraïbes, l'Indonésie ou Madagascar, dans lesquels l'UICN cherche à promouvoir une vaste gamme d'actions de conservation combinées, et d'autres sous-programmes relatifs à des thèmes particuliers tels que les forêts tropicales humides ou la conservation marine, impliquant toute une série de projets liés. Le choix de ces régions, pays et thèmes est guidé par les priorités définies dans la SMC.

Planification, droit et éducation

La SMC a défini les trois principaux obstacles à la conservation: l'absence d'intégration de la conservation dans le développement, l'absence de capacité institutionnelle de conserver, et le manque de soutien à la conservation. Les domaines 1, 2 et 3 du programme déterminent les mesures à prendre pour abattre ces formidables barrières.

Il existe un quatrième obstacle tout aussi redoutable: l'absence de développement. C'est le domaine des gouvernements et des organismes d'assistance au développement. Mais l'UICN a son rôle à jouer, en sa qualité d'expert qui sait comment incorporer le plus heureusement la conservation dans de nouveaux projets de développement.

«Eco-développement», «développement sur une base environnementale saine» — ces expressions devenues familières illustrent la démarche éclairée vis-à-vis de la conservation telle qu'elle est définie dans la Stratégie. Les domaines 1, 2 et 3 du programme montrent comment l'UICN a l'intention de jouer son rôle dans la mise en pratique des concepts.

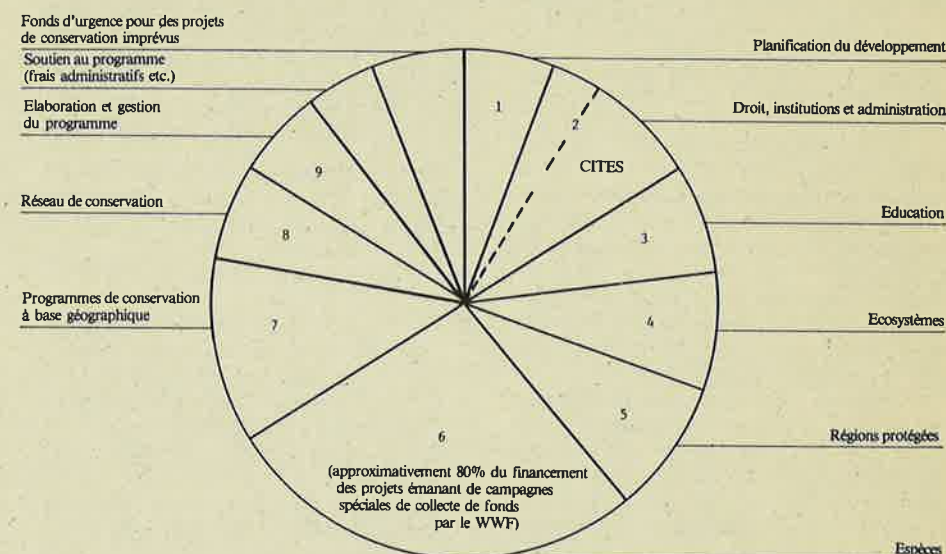
Le domaine 1 du programme se concentre sur la nécessité de veiller à ce que des considérations écologiques soient pleinement intégrées dans la planification du développement. Plusieurs activités ont été mises au point pour cela, dont l'une consiste en la rédaction d'un document de politique qui indiquera avec plus de détails que n'avait pu le faire la SMC, comment intégrer la conservation au développement.

Le concept sous-jacent est qu'il vaut mieux prévenir que guérir. Le domaine 1 du programme s'attache donc aussi à voir comment l'UICN peut promouvoir — à tous les niveaux — aussi bien le développement que la mise en œuvre de stratégies et plans de conservation. Des dispositions particulières ont été prises pour des secteurs spécifiques tels que l'industrie.

Les meilleures intentions et les plans les plus sains peuvent être réduits à néant faute de lois de conservation énergiques, nationales et internationales, appliquées grâce aux institutions appropriées. Le domaine 2 du programme est consacré au renforcement de ces lois et à rendre plus efficaces les organisations chargées de la conservation. La CPDAE en est chargée pour une grande part.

L'UICN a un grand rôle à jouer dans le soutien et le développement d'accords

PROPOSITION DE RÉPARTITION DU FINANCEMENT SELON LES DOMAINES DU PROGRAMME POUR 1981



internationaux. Les espèces migratrices, la chasse à la baleine, les zones humides et les conventions du droit de la mer sont au nombre des thèmes prioritaires déterminés dans le domaine 2 du programme.

Le troisième élément du plan de l'UICN est la promotion d'une meilleure compréhension de la nécessité de la conservation. C'est là, bien sûr, une tâche immense, et le domaine 3 du programme a choisi trois thèmes pour lesquels les moyens de l'UICN pourraient être utilisés au mieux: la promotion de l'éducation en matière de conservation, la formation de spécialistes et, là où c'est possible, l'adjonction d'un élément éducatif dans les entreprises de l'UICN.

Ecosystèmes, parcs et espèces

L'UICN est traditionnellement sur son terrain lorsqu'il s'agit de protection des écosystèmes et des espèces. Cependant, l'un des messages de la SMC est que cette action est la plus efficace lorsqu'elle est coordonnée avec des mesures stratégiques — lorsque, par exemple, des projets pour sauver une espèce sur le terrain sont intégrés dans des programmes d'écodéveloppement ou dans des plans visant à renforcer la loi et la sensibilisation de l'opinion publique.

Dans le programme, le maintien des écosystèmes est conçu autour de trois sous-objectifs: l'identification des principes présidant à leur gestion saine et à la conservation des processus; une plus grande sensibilisation aux dangers que courent les écosystèmes par la promotion de prises de position de l'UICN, de ses avertissements, etc., et les mesures recommandées pour garder intacts les écosystèmes clés des forêts tropicales, les eaux douces et les côtes. Parmi ces mesures, il y a un programme de projets sur

le terrain concentrés sur des écosystèmes jugés prioritaires par la SMC — forêts tropicales de l'Asie du sud-est, Afrique de l'ouest et Amérique centrale, zones humides d'Europe, bassin méditerranéen, et Afrique de l'ouest et lacs africains.

Le domaine 5 du programme a pour but de promouvoir la mise en place et la gestion efficace de parcs nationaux et de régions protégées partout dans le monde. Les régions protégées jouent un rôle crucial dans la préservation de la diversité génétique

et dans le maintien des processus écologiques essentiels et des systèmes qui entretiennent la vie. La CPNRP indique les principes, les directives, et les critères de sélection de ces régions protégées. Après la sélection, il y a toujours des problèmes de gestion. La CPNRP aidera à les résoudre.

La CPNRP commence un plan de surveillance de toutes les régions protégées du monde sur la base d'une classification biogéographique, afin de s'assurer que des échantillons représentatifs des écosystèmes du monde entier sont bien préservés. Des répertoires fondés sur les données recueillies seront publiés.

La commission prévoit de travailler en étroite collaboration avec des organisations internationales, et des programmes et conventions, la priorité allant aux conventions sur le patrimoine mondial, sur les zones humides, et sur les espèces migratrices. Elle participera aussi de près à la convocation de réunions internationales sur les régions protégées. La plus grande attention sera accordée à la Conférence mondiale sur les parcs nationaux qui aura lieu en 1982 en Indonésie.

Le 4^e et dernier élément de la section sur les régions protégées est l'action suggérée pour étendre la couverture en régions protégées. La priorité sera donnée aux écosystèmes clés identifiés dans le domaine 4 du programme, et aux espèces distinguées dans le domaine 6 comme devant recevoir une attention spéciale.

Préserver la diversité génétique et promouvoir l'utilisation durable des animaux et des plantes sont le double but de la 3^e partie de cette section. Là, l'attention se portera sur le système d'information de la

Suite page suivante

La gestion style «cul sec»

Parler de gestion style «cul sec» fait penser à une stratégie de bistrot, mais c'est en fait l'antidote de la gestion style «tour d'ivoire», qui est malheureusement encore trop répandue. Plutôt que de dire aux gestionnaires travaillant sur le terrain comment diriger leurs parcs nationaux, la Commission des parcs nationaux et des régions protégées de l'UICN (CPNRP) a tenu sa 17^e réunion semestrielle à Garoua (Cameroun) afin d'entendre ce qu'a à lui dire

Une forêt grèque sauvée

A la suite d'une intervention d'un membre de l'UICN, l'avenir d'une petite forêt vierge du nord de la Grèce, autrefois menacée d'abattage commercial, semble maintenant assuré. Il s'agit d'une région de 1000 ha de hêtres et d'épinettes dans le mont Rhodopi, près de la frontière bulgare. Une population isolée de chamois, et des espèces menacées telles que l'ours brun, le lynx et le loup, y trouvent refuge.

Il y a cinq ans, un projet d'abattage financé par la Banque mondiale a commencé dans la région. Alerté, M. Thomas Schutz-Westrum, de la Commission de l'écologie de l'UICN, s'est rendu sur place. Ayant fait l'objet de démarches concertées, le ministère grec de l'Agriculture a mis fin à toute activité d'abattage et à la construction d'une route dans la forêt.

suite de la page précédente

CSS (RDB, TRAFFIC, etc.), qu'il s'agira de développer, et qui concerne l'état des ressources génétiques du monde. La CSS préparera et appliquera des plans de sauvegarde de groupes de taxa menacés. La préparation de plans d'action pour conserver des groupes de taxa tels que les félins, les rhinocéros, et les perroquets formera une part importante du travail.

L'on s'attachera également à obtenir et diffuser des informations sur les avantages du maintien des populations de faune et de flore sauvages. L'on envisagera comment maintenir à des niveaux adéquats les espèces potentiellement utiles.

Programmes de conservation à base géographique

L'une des meilleures manières d'utiliser au mieux les ressources limitées de l'UICN est de se concentrer sur des régions où l'UICN œuvre traditionnellement, où il existe déjà un cadre international à l'action de conservation. Le domaine 7 du programme identifie les régions où l'UICN concentrera son action à la fois stratégique et tactique: les Caraïbes, la mer Rouge, la Méditerranée, la partie australe de la mer du Nord, l'Antarctique et l'océan Austral, la région de l'ASEAN, le Pacifique sud et le Sahel.

Les mesures de conservation à base géographique valent aussi pour les pays et les îles où l'UICN et le WWF sont très actifs. La Chine, l'Indonésie, Madagascar, les îles Galapagos, les Seychelles et la Thaïlande entrent dans cette catégorie.

l'homme de terrain. Cette session de la CPNRP, tenue du 17 au 23 novembre, a réuni 28 directeurs de parcs nationaux, directeurs d'écoles de formation, responsables de la CPNRP, biogéographes, planificateurs des ressources, fonctionnaires internationaux, et 52 rangers de 12 pays d'Afrique de l'ouest qui se trouvaient à Garoua qui suivent un cours de 2 ans à l'école de formation des spécialistes de la faune. Amener en prise directe les rangers et les planificateurs et gestionnaires lors d'une série de réunions de travail apportant chacune une contribution spécifique à tout le groupe, fut à la fois constructif et productif. Voici quelques uns des résultats:

- 88 nouvelles régions d'Afrique ont été ajoutées à la liste de l'ONU des parcs nationaux (qui compte maintenant 333 régions africaines)
- des fiches d'information sur 130 régions protégées
- une carte biogéographique révisée, où l'on voit toutes les régions protégées
- plus de 30 membres potentiels de la CPNRP identifiés, couvrant presque complètement les pays d'Afrique
- définition du rôle de la CPNRP dans la formation
- suggestions de nouveaux sites du patrimoine mondial et de réserves de la biosphère
- une série de recommandations détaillées sur l'amélioration du programme

Soutien au programme et son développement

Outil pour les membres de l'UICN, le nouveau document insiste sur la nécessité de faire participer les membres au développement et à la mise en œuvre du programme. Ce but fait partie du domaine 8 du programme qui indique comment l'UICN doit chercher à étendre et à renforcer son réseau. Ce même domaine du programme aborde également la nécessité de soutenir les ONG de conservation dans leur

de l'UICN, de sorte que les projets financés par le WWF contribuent plus directement au programme de la CPNRP.

La plus grande lacune mise à jour se trouve être Madagascar qui comporte un nombre d'espèces endémiques tellement élevé qu'on peut presque considérer cette île comme un continent à part entière. De nombreuses espèces — 11 lémuriens, par exemple — ont disparu depuis l'arrivée de l'homme sur l'île il y a 1500 ans. Pour empêcher que les autres espèces endémiques prennent le même chemin, Madagascar a demandé l'aide du WWF et de l'UICN par le représentant du WWF, M. Bartolomi Vaohita. Celui-ci a présenté des fiches de données sur 12 régions protégées; il a parlé de l'intérêt que commence à manifester son gouvernement pour la conservation, et a demandé l'aide de la CPNRP pour rédiger un programme de protection de régions pour son pays.

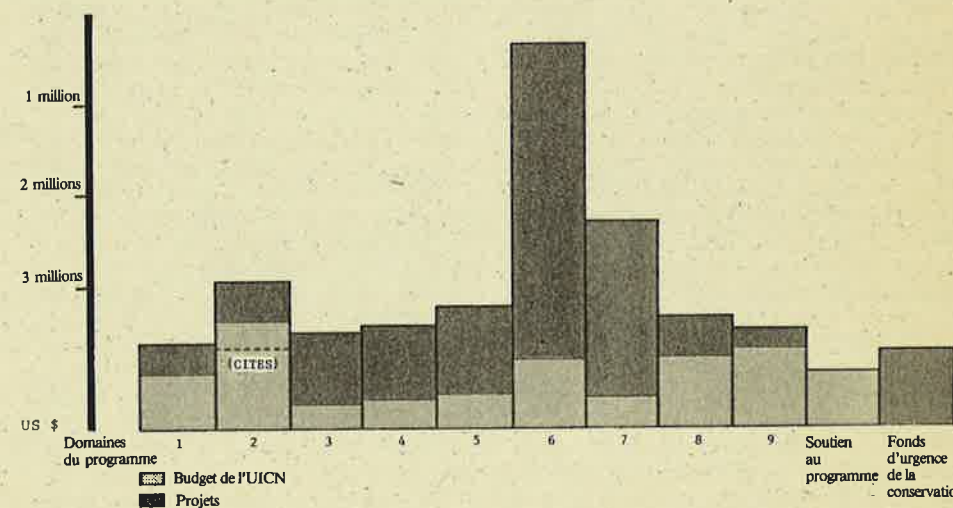
Un point a été constamment repris par les gestionnaires comme par les rangers. Alors que les régions protégées augmentent rapidement en nombre, et que les problèmes de gestion deviennent de plus en plus difficiles, il y a une crise dans la capacité de gérer, et une pénurie de personnel formé. Les possibilités de formation développées en Afrique comme ailleurs sous les tropiques, sont très inadéquates et le financement fait cruellement défaut; il a été demandé instamment à l'UICN et au WWF d'accorder davantage d'attention à ce problème très fondamental.

Jeff McNeely

promotion de la SMC et du programme — notamment les ONG des Antilles.

Comme il se doit, la dernière partie du document (domaine 9) porte sur le programme lui-même. La réalisation des buts du programme dépend de sa mise en œuvre et des moyens d'évaluer ses réalisations. Deux sous-objectifs sont définis, qui indiquent comment les commissions, les membres et le secrétariat de l'UICN peuvent atteindre ces deux buts en travaillant d'accord avec le WWF, le PNUE et d'autres organismes.

PROPOSITION DE RÉPARTITION DU FINANCEMENT (BUDGET DE L'UICN ET PROJETS) SELON LES DOMAINES DU PROGRAMME POUR 1981.



Remarques: Dans le domaine 6, 80% environ du financement des projets proviennent de campagnes de collecte de fond du WWF.

Réunion sur l'écologie

Du 3 au 5 septembre 1980, la commission de l'écologie a tenu sa réunion d'automne au siège de l'UICN à Gland. La réunion a abordé une large gamme d'activités. L'on a également insisté pour que la Stratégie mondiale de la conservation ne soit pas oubliée après son lancement réussi. La commission a décidé de lier toutes ses activités aux sections appropriées de la stratégie. Du côté marin, pas moins de quatre groupes (récifs coralliens, écosystèmes de mangroves, écologie côtière et écologie des océans) sont maintenant au travail. Du côté terrestre, une évaluation des menaces futures qui pourraient s'exercer sur les espèces et les écosystèmes, du fait des pesticides agricoles, du contrôle des vecteurs, de

l'exploitation des ressources aquatiques, et d'autres aménagements du territoire, est en train d'être effectuée par le groupe de travail sur les agents polluants l'environnement. Le groupe de travail sur la pollution par les hydrocarbures va préparer un rapport sur l'impact de ce type de pollution sur les ressources vivantes dans les milieux aquatiques.

Le principal thème de la réunion fut «la conservation et le développement rural», présenté par M. J. Omo-Fadaka et le professeur Engelhardt. La commission de l'écologie met l'accent sur le développement rural, et a formé deux groupes de travail dans ce domaine. M. Emil Salim, ministre indonésien du développement et de

l'environnement, s'est joint à la réunion pour discuter de la préparation d'une brochure intitulée «Pourquoi la conservation?», fondée sur une lettre qu'il avait adressée à S.A.R. le prince des Pays-Bas. Il a déclaré que l'Indonésie a à cœur de conserver sa faune et sa flore, mais qu'elle a des problèmes énormes si l'on considère que sa population passera de 140 millions à 230 millions d'ici à l'an 2000. Il a donc déclaré avoir besoin des avis de la coopération de la commission pour réaliser la conservation en Indonésie, face à la demande actuelle en terres.

Maarten Bijlaved

Réunion de la CSS en Floride

La 54^e réunion de la CSS s'est tenue du 1^{er} au 4 octobre 1980 à l'Université d'Etat de Floride, à Gainesville; ses hôtes étaient le président adjoint Wayne King et le Muséum d'Etat de Floride. Sir Peter Scott, président de la CSS pendant 18 ans, a annoncé son intention de se retirer avant l'échéance de son mandat. Le conseil de l'UICN, réuni en novembre, a accepté sa démission avec grand regret, et a exprimé sa sincère gratitude à Sir Peter pour la grande contribution qu'il a apportée au travail de l'UICN et de la CSS. Le conseil a également désigné Gren Lucas, secrétaire du comité des plantes menacées, sis à Kew, comme successeur de Sir Peter pour les trois années qui restent à couvrir. Sir Peter restera actif au sein de la CSS comme président emeritus.

dent emeritus.

La réunion de Gainesville a recommandé le changement de nom de la commission, qui devient dorénavant la Commission de sauvegarde des espèces (CSE). L'on estime en effet que le nouveau titre reflète mieux le rôle de la commission dans le programme de l'UICN. Le changement est devenu effectif dès l'approbation du conseil en novembre.

Pour la première fois dans une réunion de la CSE, une réunion de travail d'une journée a été tenue pour les présidents des groupes de spécialistes. Le directeur général, Lee Talbot, a ouvert la discussion en parlant des relations avec l'UICN, puis une série de groupes se sont penchés sur les divers aspects du fonctionnement d'un groupe de spécialistes.

Autres événements notables: le rapport de Sidney Holt sur les progrès dans la con-

servation des baleines, et un débat sur une future déclaration sur les primates et leur utilisation biomédicale. La réunion a également considéré les activités entreprises pour conserver le terrain d'hivernage des papillons monarques qui vient d'être découvert au Mexique.

Ce point a entraîné une discussion générale sur la nécessité de préserver des «phénomènes» mondiaux menacés (tels que les migrations des baleines grises ou de caribous) autant que les espèces elles-mêmes. Il s'agit de protéger «l'événement» naturel important qui peut lui-même être menacé.

(Demande particulière aux affiliés de la CSE: Veuillez corriger toute adresse erronée en ce qui concerne le *Bulletin*, et communiquer les changements au secrétaire exécutif de la CSE, Gland, pour mise à jour de notre fichier sur ordinateur).

Bob Scott

Programme de gestion «Espaces verts»

La Commission de la planification de l'environnement a résolu, lors de la dernière réunion à Gland, de soutenir le programme «espaces verts» qui porte sur la gestion des ressources naturelles vivantes à la périphérie des villes.

Le programme «Espaces verts», qui comportera une série d'études et de projets pratiques à la périphérie des villes du Tiers Monde, vise à démontrer les bienfaits qui peuvent résulter de l'incorporation de principes de conservation dans la gestion des ressources en terres et en eau. Ce faisant, elle mettra en œuvre la philosophie de conservation au service du développement de la Stratégie mondiale de la conservation. L'UICN publiera dès 1981 des documents de travail et une déclaration sur la politique intermédiaire. On peut obtenir davantage d'informations en s'adressant à M. Joan Davidson, Greenspace consultant, 69 Painswick Road, Cheltenham, Gloucestershire, GL50 2EX, U.K.

Séminaire international sur les parcs nationaux et les réserves analogues

Le 16^e séminaire international sur les parcs nationaux et les réserves analogues, patronné par le *US National Park Service Park Canada*, et l'Ecole des ressources naturelles de l'Université du Michigan, aura lieu du 2 août au 1^{er} septembre 1981.

Le séminaire, auquel ont déjà participé 491 conservationnistes de 94 pays, s'adresse à des administrateurs, professionnels, et dirigeants de la conservation chargés de mettre en place et de gérer des systèmes de parcs et de conservation de la faune partout dans le monde. La finance du séminaire, comprenant l'inscription, les cours, les repas, le logement et le voyage, se monte à 2600\$. Le nombre de participants est limité à 36, et les candidatures doivent être adressées à *Tom D. Thomas, School of Natural Resources, University of Michigan, Ann Arbor, MI 48109, USA*, avant le 1^{er} mars.

Réunion de la CSE

La commission de sauvegarde des espèces tiendra sa 55^e réunion à New Delhi, du 19 au 24 février, juste avant la 3^e conférence des Parties à la CITES. Les personnes désireuses d'y participer doivent demander un formulaire d'inscription au secrétaire exécutif de la CSE à Gland.

Réunion sur l'ours blanc

Le gouvernement norvégien a accepté d'accueillir la réunion des parties contractantes à l'accord sur la conservation des ours blancs. La réunion se tiendra à Oslo du 20 au 22 janvier 1981. Les parties invitées à y participer sont le Canada, le Danemark, les Etats-Unis, l'URSS. L'UICN a été invitée en qualité d'observateur. Le groupe de spécialistes des ours blancs prévoit une réunion juste avant la conférence des parties.

Réunion mondiale sur les parcs

L'ordre du jour provisoire de la réunion mondiale sur les parcs nationaux de 1982 est prêt. Veuillez en demander un exemplaire au secrétaire exécutif de la CPNRP.

PUBLICATIONS

The International Trade in Rhinoceros Products

Esmond Bradley Martin
Publié en 1980
ISBN 2-88032-203-0

Ce rapport a fait du bruit au moment de sa sortie au début de 1980. L'UICN vient de le publier sous forme d'un petit livre très attrayant.

Grâce au rapport de M. Bradley-Martin, les conservationnistes ont maintenant, pour la première fois, un tableau précis du marché de la corne de rhinocéros: qui l'achète et pourquoi. Aboutissement d'une étude réalisée en Chine, en Inde, à Hong Kong, à Formose et au Yémen du nord, ainsi que dans d'autres pays d'Asie, le rapport a dissipé le mythe tenace de l'Asiatique qui recherche la corne comme aphrodisiaque. Par contre, M. Bradley-Martin a découvert

qu'elle est utilisée comme antipyrétique — point essentiel à savoir, et qui pourrait entraîner la recherche de solutions de remplacement.

Tout aussi important, cette étude révèle qu'il y a un marché florissant de cornes de rhinocéros d'Afrique au Yémen du nord où elles sont utilisées pour fabriquer les manches des dagues traditionnelles. Il apparaît que les Yéménis, revenant d'Arabie Saoudite avec leurs économies, sont prêts à payer le prix pour s'acheter ces dagues. C'est l'une des raisons pour lesquelles le prix de gros de la corne de rhinocéros s'est multiplié par 20 au cours des cinq dernières années.

Les résultats de l'étude de M. Bradley-Martin ont amené l'UICN à prendre des initiatives pour protéger le rhinocéros (voir *Bulletin* d'octobre). Depuis que ce rapport a été publié, il a continué ses recherches et autre rapport vient de paraître récemment, cette fois consacré à l'Inde.



Trends in Environmental Policy and Law/Tendances Actuelles de la Politique et du Droit de l'Environnement

Coordinateur du projet: Michael Bothe
Publié en 1980
ISBN 2-88032-085-2

Document N° 15 politique et de droit de l'environnement - UICN.

Le droit suit les tendances de la société et à mesure que les sociétés se développent, les lois concernant les ressources naturelles se développent elles aussi. Les développements technologiques, par exemple, entraînent des développements du droit environnemental. Et en fin de compte, il finit par émerger des réponses de type juridique aux préoccupations de la société pour son environnement.

Comme les sociétés diffèrent dans leurs traditions culturelles, politiques et légales, il n'est pas possible de transplanter purement et simplement une loi environnementale d'un pays à l'autre, pas plus qu'il n'est possible, en général, de prévoir un modèle de législation pouvant régler des problèmes environnementaux similaires dans des juridictions différentes.

L'on peut toutefois examiner les tendances du droit de l'environnement afin de déterminer les nombreuses questions à résoudre pour un problème particulier, et examiner les différentes démarches qui permettraient de le résoudre. Sur la base de cet examen, l'on peut mettre au point des directives en vue de décisions cohérentes pour traiter les problèmes.

Les sujets couverts par ce volume (dont les chapitres ont été rédigés par 19 auteurs), incluent le droit constitutionnel et la politique, les aspects économiques de la protection de l'environnement, la responsabilité des dommages causés à l'environnement, les dangers à l'environnement, la dimension internationale de la conservation de l'environnement.

Ce volume anglais/français peut être obtenu au prix de \$27.50 auprès des distributeurs de l'UICN, Bowker et Unipub.

Nordic Countries' Legislation on the Environment with Special Emphasis on Conservation — a Survey

Veit Koester
Publié 1980
ISBN 2-88032-084-4

Document N° 14 de politique et de droit environnemental de l'UICN.

Cette étude couvre le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède. La législation environnementale de ces pays est l'une des plus sophistiquées du monde, et, dans bien des cas, elle représente la pensée la plus moderne sur le sujet. Ce livre pourrait servir aux pays qui élaborent leurs textes juridiques environnementaux. C'est une introduction au cadre général de la législation environnementale dans les pays concernés mais n'analyse pas les dispositions spécifiques, et n'est pas non plus une étude comparative de lois.

En anglais seulement. Prix \$7.50. S'obtient auprès des distributeurs de l'UICN, Bowker et Unipub.

teurs et planificateurs de régions protégées pourront trouver les directives utiles pour la compréhension et l'appréciation des besoins législatifs de leurs programmes. Ce document est divisé en deux parties: une courte section préliminaire avec des données sur les régions protégées, notamment celles qui ont pour but la conservation, s'attachant aux principales questions qui devraient être examinées et traitées dans le cadre de n'importe quel régime légal de région protégée.

Peut être obtenu (en anglais seulement) au prix de 10\$US, auprès de Bowker et Unipub, distributeurs de l'UICN.

Guidelines for Protected Areas Legislation

Barbara Lausche
Publié en 1980
ISBN 2-88032-086-0

Document N°16 de l'UICN sur les politiques et le droit de l'environnement

Ce document, qui réunit d'importants éléments légaux pour la législation, devrait intéresser le rédacteur de projets de loi, et les personnes participant au processus législatif qui examinent, révisent ou créent la législation des régions protégées. Les direc-

EN BREF

M. Talbot remet la collection de monnaies au président zambien

M. Talbot a remis en octobre dernier la première série zambienne de monnaies de la collection «Sauvez la nature» au président de la Zambie, M. Kenneth Kaunda. La banque de Zambie rapporte qu'elle a reçu un très grand nombre de demandes de ces pièces d'or et d'argent qui existent en nombre limité. Battues par le *Royal Mint* britannique, les pièces zambiennes représentent une antilope — la lechwe de Kafoué, le chien sauvage d'Afrique, et le faucon Taita. Le président Kaunda, qui a également reçu une copie de la Stratégie mondiale de la conservation, a rappelé le ferme

engagement de son gouvernement envers la conservation de la faune, de la forêt et des autres ressources zambiennes. Lors d'un long entretien à Lusaka, les deux hommes ont examiné comment l'UICN pourrait aider la Zambie à améliorer ses possibilités de conservation. Parmi les mesures envisagées, il y a l'assistance d'experts pour la préparation d'une stratégie de conservation zambienne.

Pour l'UICN et les groupes de conservation zambiens, la tâche immédiate est de construire la propre capacité du pays à lut-

ter contre l'escalade du braconnage. Les braconniers tuent les rhinocéros, mais les léopards et les impalas comptent aussi parmi leur cibles favorites.

M. Talbot a déclaré que «l'alliance contre le braconnage ne sera qu'une mesure sans lendemain si nous n'aidons pas les autorités zambiennes à s'attaquer aux causes du braconnage. L'UICN jouera son rôle en aidant, par son expertise, la Zambie à mettre au point sa propre capacité de gérer durablement sa faune et ses autres ressources vivantes».



M. Talbot en conversation avec le président de la Zambie, M. Kaunda.

Le prix Onassis: soutien à une noble cause

L'UICN a reçu l'un des deux prix très recherchés de la Fondation Onassis. Le prix «Olympia» a été décerné à l'UICN pour «son importante contribution à la protection et à la conservation du milieu naturel partout dans le monde, et son action efficace en ce sens». Le prix Olympia et un chèque de 100.000\$ seront remis à l'UICN au cours d'une cérémonie à Athènes en juin 1981.

La Fondation fut créée par le défunt armateur grec Aristote Onassis à la mémoire de son fils Alexandre tué dans un accident d'avion. Bien que le prix ait une

vocation principalement internationale, il est plutôt orienté vers le pays de l'armateur.

En choisissant l'UICN pour recevoir le prix Olympia, le comité de la Fondation, constitué d'hommes politiques internationaux, d'académiciens et d'hommes d'affaires, a fait remarquer que l'UICN avait joué un rôle de premier plan dans la promotion de la conservation de la nature en Grèce. L'Union a contribué à la création de parcs nationaux, rédigé des plans pour la conservation de zones humides telles que le delta de l'Evros, et a apporté de manière générale une série d'avis scientifiques et

techniques au gouvernement grec et à des organisations privées impliquées dans la protection de la nature.

Commentaire de M. Talbot: «Ce n'est pas simplement le travail d'une organisation, que l'attribution de ce prix vient approuver de façon opportune, mais une noble cause: la conservation des ressources vivantes. Le réseau mondial des membres de l'UICN travaille à préserver dans le monde les systèmes entretenant la vie — forêts, poissons, faune et autres ressources — pour le bien de l'humanité. Et je suis sûr que le Bienfaiteur, avec son engagement particulier vis-à-vis du développement spirituel et physique de l'homme, aurait pleinement approuvé ce but».

EN BREF

L'Arabie Saoudite s'engage dans la conservation

L'Arabie Saoudite a signé aujourd'hui un important accord avec l'UICN. Aux termes de l'accord, l'UICN apportera son expertise à l'Arabie Saoudite pour la protection et la gestion de ses ressources naturelles.

Après avoir signé l'accord sur un fonds de gestion d'un million de rials (300.000 \$) avec l'Agence météorologique et de protection environnementale d'Arabie Saoudite (AMPE), le directeur général de l'UICN devait déclarer: «La signature de cet accord est une occasion historique en ce qu'elle représente le début d'une ère nouvelle de coopération entre l'UICN et l'Arabie Saoudite. La première tâche de nos experts sera de déterminer les priorités, après quoi le travail effectif de gestion des ressources pourra commencer».

Un plan de stratégie nationale de la conservation, un schéma en vue d'un programme destiné à protéger les espèces menacées, et des avis dans les domaines juridique et de l'éducation environnementale seront au nombre des tâches entreprises par l'UICN au titre de l'accord signé avec l'AMPE.

Monsieur Al-Gain, directeur adjoint de l'AMPE, a fait le commentaire suivant: «Le Coran et la poésie arabe attachent une grande importance à l'intérêt que présente pour l'homme la préservation de son patrimoine naturel; aussi le présent accord soutiendra-t-il les efforts de l'Arabie Saoudite pour renouer avec la conservation.

«Les experts de l'UICN nous aideront à mettre au point les moyens d'allier le respect traditionnel de l'Islam pour la nature et les techniques les plus modernes de gestion de l'environnement».

Aux termes de l'accord, l'UICN apportera son assistance à l'AMPE pour:

- établir un réseau de régions protégées
- former des Saoudiens à la gestion de la faune
- améliorer la capacité juridique du gouvernement
- établir un service des ressources naturelles
- introduire les buts de la conservation dans la planification du développement en préparant une stratégie nationale de la conservation
- conserver des espèces menacées telles que l'outarde houbara et l'oryx blanc.

La Jordanie membre de l'UICN

La Jordanie est le 53^e Etat membre de l'UICN. La notification de son adhésion aux Statuts de l'UICN a été faite par le ministre des affaires municipales et rurales et de l'environnement, M. Jamal Al-Shaer.

Réunion marine

Un groupe ad hoc d'experts marins de l'UICN s'est réuni à Gland pour examiner la partie du programme qui concerne la mer et recommander comment l'UICN pourrait renforcer sa contribution à la conservation marine. La réunion a estimé que l'intérêt pour la conservation, stimulé par la SMC et les derniers développements de la Conférence de l'ONU sur le droit de la mer, et au niveau régional, vont forcément entraîner une demande accrue des avis techniques de l'UICN dans un certain nombre de domaines. L'UICN court le risque d'être submergée par toutes ces demandes. La meilleure solution serait que l'UICN choisisse très soigneusement les questions auxquelles elle sera mêlée. Dans bien des cas, il faudra rechercher la coopération avec d'autres

15^e Assemblée générale de l'UICN et 15^e réunion technique

Dates:
12-23 octobre 1981 (enregistrement: 11 octobre)

Lieu:
Hôtel de ville de Christchurch, Nouvelle-Zélande

Thème:
La conservation et la société: La Stratégie mondiale de la conservation en action.

Autres réunions:
Conseil de l'UICN et commissions de l'UICN

Participants (300 participants étrangers sont attendus):

Les délégués des Etats, organismes de droit public, et organisations internationales non-gouvernementales membres de l'UICN. Des observateurs représentant les membres affiliés à l'UICN et les organisations avec lesquelles l'UICN a des relations de travail officielles.

Les membres du conseil, des commissions, comités, groupes de travail de l'UICN. Les supporters de l'UICN.

Informations sur les arrangements locaux:

M. Ian D. Campbell. Président du comité d'organisation de la 15^e Assemblée générale de l'UICN c/o Department of Lands and Survey, Private Bag, Wellington, Nouvelle-Zélande.

Renseignements sur le voyage, participation, etc.:

Responsable de l'Assemblée générale, Avenue du Mont-Blanc, CH-1196 Gland, Suisse.

organismes internationaux pour augmenter l'efficacité et éviter les doubles-emplois. Sachant l'expertise que les commissions peuvent en tirer, il a été convenu que l'accent devrait être mis sur la préservation de la diversité génétique, les régions protégées, le maintien des systèmes marins et les aspects pratiques de la gestion des ressources marines.

La réunion recommande que le groupe consultatif marin soit créé sur une base expérimentale et fasse rapport au GCPP. L'un des rôles de GCM serait de savoir comment se présente le programme dans la perspective des questions marines, et d'aviser le GCPP sur la manière dont l'élément marin du programme pourrait être renforcé.

Distinction de conservation pour Sir Peter Scott

Le conseil de l'UICN a décerné la médaille John C. Phillips à Sir Peter Scott pour services rendus à la conservation mondiale. Les années précédentes, la médaille avait été attribuée, entre autres, à Max Nicholson, au Prince Bernhard des Pays-Bas, à Sir Frank Fraser Darling et Harold Coolidge.

En visite au siège de l'UICN à Gland (près de Genève), Sir Peter Scott devait déclarer: «C'est pour moi un insigne honneur que d'être au nombre de l'auguste compagnie déjà choisie par l'UICN pour recevoir la médaille Phillips. C'est également une grande satisfaction personnelle que d'être honoré de la sorte par une organisation au travail important et aux buts de laquelle je suis étroitement associé depuis 30 ans».

La médaille a été instituée à la mémoire du naturaliste américain John Phillips, qui fut l'un des pionniers du mouvement de la conservation au début du 20^e siècle.

Signature d'une convention européenne

La Convention du Conseil de l'Europe sur la conservation de la faune et de la flore sauvages européennes et des habitats naturels a été signée en septembre par la CEE et 19 nations européennes. La convention devrait entrer en vigueur au printemps.

La convention a pour principaux objectifs d'améliorer la conservation de la faune et de la flore sauvages et des habitats naturels en Europe, en mettant l'accent sur les espèces et les habitats menacés, et les espèces migratrices. Dans quatre annexes, les parties entreprennent de protéger et contrôler l'exploitation des espèces animales et végétales menacées. Le Conseil de l'Europe a rendu hommage à l'UICN pour l'aide qu'elle a apportée dans la rédaction de la convention.

Si vous êtes concerné par l'environnement

nature et ressources

UNESCO

Publié chaque trimestre en trois éditions: français, anglais et espagnol

Vous offre:

Des articles écrits par des spécialistes mondiaux en sciences naturelles et sociales sur les plus récents projets de recherches et sur les découvertes importantes concernant l'environnement

Des nouvelles des grands programmes internationaux de l'Unesco sur l'écologie, l'hydrologie et la géologie

Des enquêtes sur les derniers développements du contrôle des ressources naturelles

Des analyses traitant de l'influence de l'homme sur la biosphère

Des informations sur les prochains symposiums, conférences et cours internationaux

Une sélection, unique en ce domaine, des divers livres sur l'environnement parus à travers le monde



Les distributeurs hollandais de Toyota, Lowman et Parqui, ont généreusement fait don de cette Toyota Hi-Ace au secrétariat de l'UICN/WWF.